



N° 85-228-XIF au catalogue

Pensions alimentaires pour les enfants et le conjoint : les statistiques de l'Enquête sur l'exécution des ordonnances alimentaires, 2003-2004



Centre canadien de la statistique juridique



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à : Centre canadien de la statistique juridique, appel sans frais 1 800 387-2231 ou (613) 951-9023, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6.

Pour obtenir des renseignements sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

Service national de renseignements	1 800 263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1 800 363-7629
Renseignements concernant le Programme des bibliothèques de dépôt	1 800 700-1033
Télécopieur pour le Programme des bibliothèques de dépôt	1 800 889-9734
Renseignements par courriel	infostats@statcan.ca
Site Web	www.statcan.ca

Renseignements sur les commandes et les abonnements

Le produit n° 85-228-XIF au catalogue est publié annuellement sous format électronique au prix de 29 \$CAN l'exemplaire. Pour obtenir un exemplaire ou s'abonner, il suffit de visiter notre site Web à www.statcan.ca et de choisir la rubrique Nos produits et services.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1 800 263-1136.



Statistique Canada
Centre canadien de la statistique juridique

Pensions alimentaires pour les enfants et le conjoint : les statistiques de l'Enquête sur l'exécution des ordonnances alimentaires, 2003-2004

par Isabelle Pronovost

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2005

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Janvier 2005

N° 85-228-XIF au catalogue
ISSN 1708-0444

Périodicité : annuelle

Ottawa

This publication is available in English upon request (Catalogue no. 85-228-XIE).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés dans les publications de Statistique Canada :

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0^s valeur arrondie à 0 (zéro) où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- ^p provisoire
- ^r rectifié
- x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
- ^E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

Table des matières

	Page
Note aux lecteurs	6
Faits saillants	7
1.0 Introduction	8
1.1 Contexte	8
1.2 Aperçu du rapport	9
2.0 Description des programmes d'exécution des ordonnances alimentaires	10
2.1 Inscription	10
2.2 Traitement des paiements	10
2.3 Exécution.....	11
2.4 Classement des cas	12
3.0 Aperçu de l'Enquête sur l'exécution des ordonnances alimentaires	13
3.1 Méthodes de l'enquête	13
3.2 Couverture.....	13
3.3 Unités de dénombrement	13
3.4 Contenu	13
3.5 Périodes couvertes par les données déclarées	14
3.6 Différences entre les provinces et territoires	14
3.7 Confidentialité.....	15
4.0 Résultats de l'enquête	16
4.1 Nombre et caractéristiques des cas	16
4.2 Aspects financiers des cas des PEOA	20
4.3 Exécution et classement des cas	23
4.4 Tableaux de données	25
5.0 Annexe A : Glossaire	43
6.0 Bibliographie	48

Note aux lecteurs

Durant les années 1980 et 1990, chaque province et territoire a créé un programme d'exécution des ordonnances alimentaires (PEOA) afin d'aider les bénéficiaires à toucher et à exécuter les pensions alimentaires pour les enfants et le conjoint. Il s'agit ici de la quatrième diffusion de renseignements de l'Enquête sur l'exécution des ordonnances alimentaires (EEOA), qui sert à recueillir des données sur les pensions alimentaires pour les enfants et le conjoint auprès des PEOA. L'Île-du-Prince-Édouard, le Nouveau-Brunswick, le Québec, l'Ontario, la Saskatchewan, l'Alberta et la Colombie-Britannique participent à l'enquête. Ces sept provinces participantes comptent environ 90 % de la population canadienne¹.

Selon les estimations, moins de la moitié de tous les cas de pension alimentaire sont enregistrés auprès d'un PEOA². Par conséquent, les données d'enquête ne sont pas représentatives de toutes les ordonnances alimentaires au Canada. Dans certaines provinces, incluant quatre qui communiquent des données à l'EEOA, l'inscription est volontaire³. En raison de cela, les PEOA dans ces provinces

ont tendance à traiter les cas plus difficiles, c'est-à-dire ceux ayant des arriérés au moment de l'inscription ou pour lesquels il a été difficile de percevoir les paiements. Le lecteur a donc intérêt à ne pas utiliser les données d'enquête en vue d'évaluer des programmes d'exécution particuliers ou de tirer des conclusions générales à partir des résultats pour l'ensemble des ordonnances alimentaires au Canada.

1. *Le présent rapport renferme des données sur les pensions alimentaires pour les enfants et le conjoint pour les exercices 1999-2000 à 2003-2004, pour l'Île-du-Prince-Édouard, la Saskatchewan et la Colombie-Britannique. Certaines données annuelles sont également disponibles pour le Québec et l'Alberta. Des données mensuelles ponctuelles sont aussi présentées pour ces mêmes provinces, ainsi que pour le Nouveau-Brunswick et l'Ontario. Prière de consulter l'annexe A pour prendre connaissance du glossaire des termes utilisés dans le présent rapport.*
2. Voir « *Canadian Facts* », Survey of Parents' Views of the Federal Child Support Guidelines, 2000.
3. *L'inscription au programme est volontaire ou « par participation volontaire » à l'Île-du-Prince-Édouard, en Saskatchewan, en Alberta et en Colombie-Britannique. Au Nouveau-Brunswick, au Québec et en Ontario, l'inscription à un PEOA est visée par un « retrait volontaire » ou obligatoire.*

Faits saillants

- Les données d'enquête montrent que les programmes d'exécution des ordonnances alimentaires sont essentiellement administrés pour le bienfait des enfants. Parmi les cas enregistrés auprès d'un programme en mars 2004, la grande majorité comprenaient une pension alimentaire pour les enfants, notamment 97 % des cas en Colombie-Britannique, 96 % au Nouveau-Brunswick, 91 % à l'Île-du-Prince-Édouard, 90 % en Saskatchewan, 79 % en Alberta et 73 % en Ontario.
- Le nombre de cas pris en charge par un programme d'exécution des ordonnances alimentaires s'est accru dans plusieurs secteurs de compétence. Comparativement à mars 2003, en mars 2004, le nombre de cas s'était accru de 7 % à l'Île-du-Prince-Édouard, de 4 % au Québec et de 2 % en Ontario et en Saskatchewan. Au Nouveau-Brunswick, le nombre de cas inscrits a augmenté de 3 % par rapport à avril 2003. En Colombie-Britannique, le nombre de cas est demeuré assez stable, alors qu'il a fléchi de 3 % en Alberta.
- Parmi les cas où des paiements mensuels réguliers sont faits dans chacune des sept provinces qui ont déclaré des données, une forte proportion (de 46 % à 68 %) comportent un paiement de 400 \$ ou moins. Peu de cas (de 1 % à 5 %) sont visés par un paiement mensuel supérieur à 1 000 \$.
- En mars 2004, le mois le plus récent pour lequel des données sont disponibles, la majorité des cas étaient en conformité pour ce qui est du paiement mensuel régulier dû, variant de 55 % des cas à l'Île-du-Prince-Édouard à 79 % au Québec⁴.
- En 2003-2004, les provinces participantes ont perçu la majorité des sommes dues sous forme de paiements mensuels réguliers. Des quatre provinces qui fournissent ces données annuelles, l'Île-du-Prince-Édouard a perçu 66 % des près de 8 millions de dollars dus au cours de l'année, la Colombie-Britannique a perçu 71 % des 152 millions de dollars dus⁵, la Saskatchewan a perçu 78 % des 30 millions de dollars dus et le Québec, 92 % des 432 millions de dollars dus.
- En mars 2004, parmi les cas inscrits auprès d'un PEOA à l'Île-du-Prince-Édouard, au Québec, en Saskatchewan et en Colombie-Britannique, environ les deux tiers des payeurs qui s'étaient inscrits au programme avaient des arriérés⁶. Parmi ceux-ci, 41 % avaient acquitté leurs arriérés et 25 % les avaient réduits. Le tiers (33 %) a vu ses arriérés augmenter. Dans environ 1 % des cas, les arriérés sont demeurés constants.
- En 2003-2004, les PEOA ont surtout recouru à des mesures d'exécution administratives, par opposition à des mesures judiciaires, afin de percevoir les paiements. En Colombie-Britannique, la recherche ou le « dépistage » d'un payeur représente l'activité d'exécution administrative la plus utilisée (35 % de toutes les mesures d'exécution administratives), tandis qu'en Saskatchewan ce type de mesure se situait au troisième rang (18 %), après la demande de renseignements (35 %) et les saisies-arrests provinciales ou territoriales (21 %).

4. *Dans certains cas, si les responsables du programme n'ont aucun doute qu'ils pourront recouvrer la somme du payeur, la loi du Québec prévoit la possibilité de verser une avance afin d'assurer la régularité des paiements aux bénéficiaires. Les avances sont versées au nom du payeur à titre de paiements de soutien et doivent être remboursées par ce dernier.*
5. *La Colombie-Britannique applique une politique qui permet à sa clientèle d'effectuer et de recevoir des paiements directs tout au long de la durée de l'inscription, et comme la plupart de ces paiements directs ne sont déclarés qu'une fois la collecte de données de l'enquête terminée, un nombre important de payeurs sont considérés comme s'ils n'avaient pas payé, bien qu'ils aient effectivement payé.*
6. *Il convient de souligner qu'au moment de l'inscription, certains bénéficiaires sont incapables de reconstituer le dossier des paiements reçus et ne peuvent produire d'affidavit en vue d'établir l'état des arriérés. D'autres bénéficiaires peuvent décider de ne pas chercher à obtenir des arriérés. Il faut ainsi enregistrer ces cas comme s'il n'y avait pas d'arriérés, même si en réalité il s'agit de cas non conformes dès le début.*

1.0 Introduction

1.1 Contexte

Durant les années 1980 et 1990, chaque province et territoire au Canada a créé un programme d'exécution des ordonnances alimentaires (PEOA). À la suite de la recommandation du Comité fédéral-provincial-territorial sur le droit de la famille (CDF), ces programmes ont été mis en œuvre afin d'aider les bénéficiaires à toucher les pensions alimentaires pour les enfants et le conjoint et à assurer leur exécution. Le rôle des programmes est d'assurer le soutien administratif dont les bénéficiaires et les payeurs ont besoin et d'améliorer la conformité concernant les obligations alimentaires.

Les programmes ont obtenu certains pouvoirs d'exécution administratifs en vue de percevoir les paiements avant de faire appel aux tribunaux dans les cas les plus difficiles. À titre d'exemple, le gouvernement fédéral a mis en place la Section des services d'aide au droit familial au ministère de la Justice du Canada en vue de soutenir ces programmes en fournissant des renseignements de dépistage et de repérage au moyen des bases de données fédérales⁷. L'interception ou la saisie-arrêt de sommes fédérales (p. ex. les remboursements d'impôt) et des salaires ou des prestations de retraite des fonctionnaires fédéraux est également effectuée en vertu de deux lois fédérales, la *Loi d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales (1987)* et la *Loi sur la saisie-arrêt et la distraction de pensions (1983)*.

Dans les années 1990, les systèmes d'information automatisés des PEOA se sont considérablement perfectionnés, ce qui a grandement accru la capacité des PEOA à traiter et à présenter l'information, de même qu'à communiquer entre eux ainsi qu'avec les services d'exécution du gouvernement fédéral.

En même temps, le manque de données organisées et normalisées sur les cas de parents séparés ou divorcés se faisait cruellement sentir, même au moment où les politiques et les questions relatives au droit de la famille retenaient l'attention. Parmi les questions qui préoccupaient les responsables de l'élaboration des politiques figuraient le changement des montants des pensions alimentaires ordonnées par le tribunal, l'uniformité des méthodes servant à déterminer le montant des pensions alimentaires et la taxation des pensions alimentaires.

En 1995, afin de régler ces questions, le Comité sur le droit de la famille a recommandé la mise en œuvre de lignes directrices sur les pensions alimentaires pour enfants de même que des modifications au traitement fiscal réservé aux pensions alimentaires pour enfants. Le gouvernement fédéral a réagi en adoptant les Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants pour les cas de divorce, et en imposant par voie législative d'autres mesures d'application pour aider les PEOA. Il a également octroyé des fonds pour faire inclure dans les lois provinciales et territoriales des lignes directrices sur les pensions alimentaires pour enfants, et pour les aider à absorber la charge de travail que ces modifications pourraient créer dans les tribunaux de la famille.

Pour combler les lacunes dans l'information sur le droit familial, le Centre canadien de la statistique juridique (CCSJ) et divers représentants de PEOA ont défini des besoins nationaux en données et une stratégie de collecte des données. En 1995, un ensemble de spécifications pour l'Enquête sur l'exécution des ordonnances alimentaires (EEOA) a été approuvé, et est devenu le modèle pour les activités actuelles de collecte de données.

Les résultats de l'Enquête sur l'exécution des ordonnances alimentaires montrent que les PEOA continuent en général de voir augmenter leur nombre de cas (voir la section 4.1). Toutefois, une enquête auprès de parents séparés et divorcés a confirmé que ce ne sont pas toutes les ordonnances alimentaires ou les ententes écrites au Canada qui sont enregistrées auprès d'un PEOA. Selon l'enquête, les PEOA traitent environ de 40 % à 50 % de toutes les ordonnances et ententes alimentaires au Canada, une proportion qui varie beaucoup d'une province à l'autre⁸. Parce que la raison d'être primaire des PEOA est d'aider les bénéficiaires à toucher leurs paiements, il est attendu que les cas comportent souvent des difficultés concernant le versement ou la régularité des paiements.

7. Pour obtenir l'adresse d'un payeur, on peut consulter les bases de données de l'Agence du revenu du Canada et de Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDCC). On peut aussi consulter les bases de données de RHDCC pour avoir des données sur l'employeur du payeur.

8. Voir « *Canadian Facts* », Survey of Parents' Views of the Federal Child Support Guidelines, 2000.

Les PEOA dans l'ensemble du Canada diffèrent relativement à un nombre important d'aspects en raison des besoins locaux et politiques variés, ce qui comporte une grande incidence sur la compréhension des données recueillies dans le cadre de l'Enquête sur l'exécution des ordonnances alimentaires⁹. Ces différences comprennent le profil des clients, les pouvoirs d'exécution prévus par la loi, les pratiques d'exécution, le processus d'inscription, les modalités du traitement et de l'enregistrement des paiements, les responsabilités des clients et le classement des cas (voir la section 2 pour en savoir davantage sur les différences entre les secteurs de compétence).

1.2 Aperçu du rapport

Le présent rapport renferme des données annuelles sur les pensions alimentaires pour les enfants et le conjoint de 1999-2000 à 2003-2004 pour l'Île-du-Prince-Édouard, le Québec, la Saskatchewan, l'Alberta et la Colombie-Britannique. Des données ponctuelles sont aussi présentées selon le mois pour ces mêmes provinces, ainsi que pour le Nouveau-Brunswick et l'Ontario.

Le rapport comprend une analyse des caractéristiques des cas qui sont inscrits auprès d'un PEOA dans ces sept provinces et met en lumière les changements qui se sont produits au cours des cinq années pour lesquelles des données sont disponibles.

À part l'introduction, le rapport compte trois autres sections :

Dans la section 2, on décrit brièvement la terminologie employée par les PEOA ainsi que les principaux processus et fonctions, particulièrement ceux qui ont une incidence sur l'interprétation des données.

La section 3 donne un aperçu de l'enquête. On y décrit les méthodes, la couverture et les limites de l'enquête, ainsi que les dispositions relatives à la confidentialité des données.

La section 4 présente une gamme de tableaux de données clés recueillies par l'enquête. Elle comprend une analyse des données fournies par les sept provinces participantes sur le nombre de cas et leurs caractéristiques, les flux financiers et les tendances des paiements, les arriérés et, enfin, le nombre et le genre de mesures d'exécution et le classement des cas.

Un glossaire de définitions normalisées figure à l'annexe A.

9. Voir *Statistique Canada*, Programmes d'exécution des ordonnances alimentaires au Canada : description des opérations, 1999-2000, pour obtenir de plus amples renseignements sur le fonctionnement des PEOA dans l'ensemble du Canada.

2.0 Description des programmes d'exécution des ordonnances alimentaires

La tâche de traiter les pensions alimentaires pour les enfants et pour le conjoint et d'en assurer le maintien est essentiellement la même pour tous les programmes d'exécution des ordonnances alimentaires (PEOA) à l'échelle du Canada. Les programmes d'exécution des ordonnances alimentaires enregistrent, traitent, surveillent et exécutent les cas. Après un certain temps, un cas n'a plus besoin de faire partie d'un programme et il est classé. Chaque secteur de compétence a élaboré ses propres politiques et procédures d'exécution des ordonnances alimentaires pour répondre aux besoins de ses citoyens. Vous trouverez ci-après un aperçu des différences entre les secteurs de compétence qui ont une incidence sur la collecte et l'interprétation des données.

2.1 Inscription

Tous les bénéficiaires potentiels d'une pension alimentaire, munis d'une ordonnance d'un tribunal ou d'une entente¹⁰, peuvent se prévaloir des services d'un PEOA. Toutefois, les cas de pension alimentaire pour les enfants et le conjoint qui existent dans une province ou un territoire ne sont pas tous administrés par un PEOA. Les bénéficiaires et payeurs peuvent régler à l'amiable les versements de pension alimentaire et ne jamais recourir aux services d'un PEOA.

Environ la moitié des secteurs de compétence ont adopté un système d'inscription automatique avec possibilité de retrait, soit Terre-Neuve-et-Labrador, la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick, le Québec, l'Ontario, le Manitoba et les Territoires du Nord-Ouest. Dans ces sept secteurs de compétence, les ordonnances alimentaires sont automatiquement inscrites auprès d'un PEOA au moment de délivrer l'ordonnance. Pour obtenir son retrait d'un PEOA, un bénéficiaire doit en faire la demande¹¹. Dans plusieurs secteurs de compétence, le payeur doit accepter le retrait. Cette requête peut être refusée si le bénéficiaire touche des prestations d'aide sociale¹².

Six secteurs de compétence ont un programme d'inscription volontaire, soit l'Île-du-Prince-Édouard, la Saskatchewan, l'Alberta, la Colombie-Britannique, le Yukon et le Nunavut. Le bénéficiaire, le payeur ou les deux peuvent s'inscrire

auprès du programme. Les seules exceptions sont les cas où le bénéficiaire a droit aux prestations d'aide sociale; dans ces cas, l'inscription est obligatoire.

Les PEOA des provinces ou des territoires où les cas sont inscrits automatiquement par les tribunaux sont plus susceptibles de compter une proportion plus élevée de comptes « conformes » et de comptes « acquittés ». Cette situation a une incidence sur la proportion des cas inscrits auprès d'un PEOA qui sont en conformité et celle des cas qui comptent des arriérés.

Certaines exigences administratives doivent être satisfaites pour qu'un cas puisse être inscrit. Pour ouvrir un dossier et recueillir l'information sur les paiements, il faut obtenir des renseignements personnels auprès des deux parties, des renseignements relatifs à l'emploi ainsi que de l'information juridique et financière. Des lettres sont envoyées afin d'aviser les clients de leurs responsabilités ou de les prévenir que des mesures d'exécution pourraient suivre. L'examen des cas et la détermination des mesures d'exécution à prendre s'ajoutent à ces activités et peuvent varier grandement d'un cas à l'autre. Des opérations de dépistage peuvent être entreprises si les renseignements permettant de localiser le payeur ou le bénéficiaire sont manquants et pour déterminer si le cas doit être transmis à un autre secteur de compétence, en vertu de la *Loi sur les ordonnances alimentaires d'exécution réciproque*.

2.2 Traitement des paiements

Il existe diverses méthodes pour traiter les paiements des pensions alimentaires. Les PEOA peuvent percevoir des paiements émanant de diverses sources pour les cas dont ils s'occupent, ces paiements pouvant ou non être le résultat de

10. Les contrats familiaux qui satisfont aux exigences du secteur de compétence aux fins de l'exécution comprennent les ententes de paternité et de séparation déposées auprès d'un tribunal.

11. Les données sur le nombre de personnes qui se retirent des programmes ne sont pas disponibles.

12. Les provinces et les territoires considèrent les pensions alimentaires pour enfants comme un revenu et réduisent d'une somme égale ou partielle les prestations d'aide sociale touchées par les bénéficiaires.

mesures d'exécution qu'ils ont prises. La plupart des PEOA offrent la possibilité d'utiliser diverses méthodes de paiement pour acquitter une obligation alimentaire : chèque, postdaté ou autrement, mandat, carte de crédit, service bancaire par téléphone ou par Internet et, tout dernièrement, régime de paiements préautorisés par prélèvements automatiques dans les comptes bancaires. Les paiements peuvent aussi être effectués directement par une saisie-arrêt sur le salaire, une saisie-arrêt sur les biens, par exemple d'un compte bancaire, ou par l'interception de sommes fédérales perçues par le payeur, comme le remboursement d'impôt.

Le gros des activités visibles réalisées par les PEOA comporte le traitement des paiements et leur versement aux bénéficiaires. Deux modèles sont employés au Canada. Selon le régime « payé à », un payeur fait son paiement à l'ordre du PEOA, qui fonctionne comme un centre de distribution des paiements qu'il verse aux bénéficiaires. Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, le Nouveau-Brunswick, le Québec, l'Ontario, l'Alberta, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut ont recours à cette approche. Les paiements peuvent être faits par chèque certifié, mandat, argent comptant, carte de débit, carte de crédit et chèque d'entreprise¹³. Toutes les sommes reçues par le programme sont déposées dans un compte en fidéicommis et le gouvernement envoie l'argent aux bénéficiaires, normalement par dépôt direct ou par chèque.

Le deuxième modèle est un agencement des régimes « payé à » et « paiement indirect ». La méthode de « paiement indirect » est un régime où les payeurs font leurs versements par l'entremise d'un PEOA, qui sert seulement d'intermédiaire entre les parties en cause. Une fois que le paiement est saisi dans le système par le PEOA, il est acheminé au bénéficiaire. La Nouvelle-Écosse, le Manitoba, la Saskatchewan, la Colombie-Britannique et le Yukon utilisent ce modèle mixte. En vertu de ce régime, les paiements sont faits, soit à l'ordre du bénéficiaire, soit du PEOA.

2.3 Exécution

Les responsables des PEOA sont tenus en vertu de la loi d'assurer le suivi et l'exécution des cas inscrits dans leurs systèmes. Ils doivent appliquer les dispositions et les sommes précisées dans l'ordonnance ou l'entente et n'ont aucun pouvoir discrétionnaire leur permettant de modifier les dispositions de quelque façon que ce soit. Si la situation change, ils encouragent les parties à présenter leur demande de modification de l'ordonnance ou de l'entente à un tribunal.

Les PEOA ont recours à des activités d'exécution lorsqu'ils sont incapables d'obtenir les paiements des pensions alimentaires. Il existe un bon nombre de mécanismes d'exécution qui peuvent les aider à percevoir les pensions alimentaires. Il peut s'agir de mécanismes progressifs qui s'intensifient avec la complexité du cas. Dans l'ensemble, il existe deux secteurs d'exécution distincts : l'exécution administrative et l'exécution par les tribunaux. En général, la plupart des PEOA tenteront d'abord d'obtenir le paiement en ayant recours à des moyens administratifs puisque ceux-ci donnent habituellement des résultats plus rapides que l'exécution par les tribunaux. Les PEOA visent à assurer des paiements réguliers et continus, dont les montants sont suffisants pour satisfaire les obligations.

L'exécution administrative peut comprendre des appels téléphoniques au payeur pour tenter de négocier de façon officieuse le paiement du montant dû, ou un processus plus officiel d'exécution par lequel une saisie-arrêt est effectuée à l'égard du salaire du payeur. L'exécution par les tribunaux varie de l'assignation à comparaître, à l'amende ou à l'emprisonnement.

La Section des services d'aide au droit familial du ministère de la Justice du Canada donne accès aux bases de données fédérales aux fins de recherche en vue de localiser un payeur, et permet l'interception de sommes fédérales¹⁴ et le refus d'autorisations dont l'octroi est régi par une loi fédérale (*Loi d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales*). En vertu de la *Loi sur la saisie-arrêt et la distraction de pensions*, le salaire et les prestations de retraite des employés fédéraux sont assujettis à des procédures de saisie-arrêt.

Comme les PEOA fonctionnent selon diverses lois provinciales et territoriales, ils diffèrent quant à la nature et la portée de leurs pouvoirs d'exécution. Les saisies-arrêts et saisies, par exemple, peuvent être restreintes par une loi provinciale qui limite le pourcentage d'un chèque de paie pouvant être saisi. Dans certaines provinces, ce pourcentage ne peut dépasser 50 %, alors que dans d'autres il peut être de 40 %. Il peut également y avoir des situations où un programme est incapable d'exécuter une entente alimentaire à un moment donné, par exemple, lorsqu'un tribunal ordonne

13. Les options de paiement varient d'un secteur de compétence à l'autre.

14. Les sommes fédérales qui peuvent être interceptées comprennent les remboursements d'impôt sur le revenu, les prestations d'assurance-emploi, les prestations de la Sécurité de la vieillesse, les prestations du Régime de pensions du Canada, l'intérêt sur les obligations d'épargne du Canada à intérêt régulier ainsi que les paiements de certains programmes agricoles.

l'arrêt de l'exécution. Ces types de variations provinciales ou territoriales doivent être pris en compte dans l'évaluation des renseignements figurant dans le présent rapport¹⁵.

2.4 Classement des cas

Le retrait d'un programme varie selon les secteurs de compétence. Le retrait peut être effectué par le bénéficiaire (retrait volontaire) ou par le programme. Les bénéficiaires peuvent se retirer du programme pour diverses raisons, par exemple, s'ils estiment que l'exécution de l'ordonnance n'est pas nécessaire. Dans plusieurs secteurs de compétence, il faut que le payeur soit d'accord pour que le bénéficiaire puisse se retirer du programme.

Un payeur est rarement autorisé à se retirer du programme, quoique cela soit permis en Ontario (si le bénéficiaire est d'accord), en Colombie-Britannique (si le payeur est celui qui a enregistré l'ordonnance et le bénéficiaire est d'accord) et en Saskatchewan, en Alberta et dans les Territoires du Nord-Ouest, si le payeur est celui qui a enregistré l'ordonnance¹⁶. Au Québec, le payeur et le bénéficiaire peuvent conjointement demander au tribunal d'être exemptés

de l'obligation de s'inscrire auprès du PEOA. Pour que la demande soit acceptée, le payeur doit verser au programme une sûreté (c'est-à-dire une garantie qui peut prendre la forme d'une somme d'argent, d'une lettre de garantie ou d'un cautionnement fournis par une institution financière) dont la valeur équivaut à un mois de pension alimentaire.

Normalement, un cas est retiré ou « classé » lorsque l'ordonnance a expiré ou lorsque l'une ou l'autre partie décède. Dans certaines situations, un PEOA peut classer un cas parce que l'exécution est difficilement réalisable. Si le bénéficiaire déménage et ne peut être retrouvé, par exemple, le PEOA peut classer le cas.

15. Voir *Statistique Canada*, Programmes d'exécution des ordonnances alimentaires au Canada : description des opérations, 1999-2000 pour obtenir de plus amples renseignements sur le fonctionnement des PEOA dans l'ensemble du Canada.

16. Certains payeurs jugent avantageux d'être inscrits puisque le programme achemine tous les paiements au bénéficiaire et qu'il y a moins de contact entre les parties. Certains payeurs préfèrent que le programme administre les paiements et fasse le suivi de façon indépendante.

3.0 Aperçu de l'Enquête sur l'exécution des ordonnances alimentaires

3.1 Méthodes de l'enquête

L'Enquête sur l'exécution des ordonnances alimentaires (EEOA) est une enquête administrative qui sert à recueillir les données figurant dans les systèmes de gestion des cas des programmes d'exécution des ordonnances alimentaires (PEOA) dans les provinces et les territoires. Les systèmes d'information ont été conçus à l'origine à des fins opérationnelles afin d'aider les PEOA à effectuer le suivi et l'exécution des cas inscrits. Par conséquent, certaines des données ne sont peut-être pas pleinement conformes aux spécifications de l'enquête.

Les données sont extraites à partir de chacun des systèmes d'information automatisés des PEOA, selon les spécifications de l'enquête. Des interfaces informatiques sont élaborées afin d'appliquer les concepts de l'enquête à l'information contenue dans les systèmes locaux, et les données sont ensuite compilées électroniquement du système et transmises au Centre canadien de la statistique juridique.

L'EEOA est une enquête agrégée, ce qui signifie qu'on ne recueille pas de renseignements sur les cas individuels. Ces données sont plutôt amassées et déclarées pour certaines catégories prédéfinies. Par conséquent, la possibilité de manipuler davantage les données pour produire ou calculer de nouvelles mesures est très limitée. Les tableaux de collecte de données utilisés par l'enquête ont été établis en 1995 lors de l'étape de la définition des besoins en information et des spécifications de l'enquête.

3.2 Couverture

À l'heure actuelle, l'EEOA a été mise en œuvre dans sept provinces, qui ensemble comptent 90 % de la population canadienne. L'enquête doit être mise en œuvre à l'échelle nationale et elle comprendra ultérieurement tous les cas dont sont responsables les PEOA aux fins du suivi ou de l'exécution. Les provinces qui déclarent actuellement des données à l'enquête ne sont pas caractéristiques des provinces et territoires non déclarants. De plus, on estime que les PEOA traitent moins de la moitié (de 40 % à 50 %) des cas d'ordonnances alimentaires et d'ententes de soutien au Canada¹⁷. Certaines personnes préfèrent ne pas participer à un PEOA peut-être parce que la pension

alimentaire est versée à temps et en entier, et que les services d'un PEOA ne sont pas requis, ou parce qu'elles n'ont aucune entente écrite. Les données de l'EEOA ne reflètent pas les arrangements relatifs à des pensions alimentaires qui ne sont pas gérés par les PEOA des provinces ou des territoires.

3.3 Unités de dénombrement

Aux fins de l'enquête, les « cas » inscrits auprès des PEOA constituent l'unité de dénombrement. Les personnes associées à ces cas (p. ex. les payeurs, les bénéficiaires, les enfants), ainsi que les ordonnances judiciaires et les ententes familiales qui entraînent des obligations alimentaires, sont toutes des composantes des cas inscrits.

L'enquête permet aussi de recueillir des renseignements sur les montants dus et payés. Les sommes d'argent qui correspondent au type de paiement ou aux arriérés sont incluses dans certains tableaux.

3.4 Contenu

L'enquête sert à recueillir des renseignements sur les cas d'exécution d'ordonnance alimentaire et sur certaines des caractéristiques clés associées aux cas. Le flux des cas et les variations du nombre de cas peuvent être mesurés au fil du temps. En outre, l'enquête fournit des données sur les questions financières, le traitement des paiements et les mesures de dépistage et d'exécution prises par les PEOA.

Les types de renseignements recueillis dans l'enquête sont énumérés ci-dessous¹⁸.

- Les renseignements sur le nombre de cas : comprend le nombre de cas de diverses catégories, le sexe et l'âge médian des payeurs et des bénéficiaires, le nombre d'enfants qui reçoivent une pension alimentaire et leur âge médian, la durée de l'inscription et la loi en vertu de laquelle l'ordonnance alimentaire a été rendue;

17. Voir Canadian Facts, Survey of Parents' Views of the Federal Child Support Guidelines, 2000.

18. Certains de ces renseignements ne sont pas recueillis par chaque secteur de compétence.

- Les renseignements sur les questions financières : les pensions alimentaires, les taux de conformité, les renseignements sur les arriérés, la fréquence et le montant des paiements, entre autres;
- Les renseignements sur l'exécution et le classement des cas : ces renseignements décrivent le genre de mesures que prennent les programmes afin d'exécuter et de classer les cas.

3.5 Périodes couvertes par les données déclarées

Les données sont recueillies auprès des PEOA sur une base mensuelle et annuelle.

- **Tableaux annuels** : Les tableaux sur l'exercice financier couvrent la période du 1^{er} avril au 31 mars et fournissent des données qui résument la nature et la quantité des travaux réalisés au cours de l'année. Des renseignements, tels que l'âge médian des payeurs et des bénéficiaires et le montant médian des obligations alimentaires pour les enfants ne sont pas visés par des fluctuations mensuelles et sont ainsi recueillis annuellement. Les autres renseignements mesurés sur une base annuelle comprennent les sommes monétaires traitées et le nombre de mesures d'exécution prises.
- **Tableaux mensuels** : Comme les pensions alimentaires sont souvent versées mensuellement, l'EEOA recueille des données sur les paiements mensuels dus et perçus. À différentes périodes de l'année, des différences quant aux comportements de paiement peuvent s'afficher. En disposant de plus de données, les fluctuations saisonnières ou d'autre nature peuvent commencer à se dégager, et peuvent faire l'objet d'une surveillance et d'une analyse.

Bon nombre de tableaux de données sont des tableaux d'instantanés; ils présentent donc des chiffres sur les différentes mesures de données à la fin du mois ou de l'exercice. Cette mesure est un reflet de la base de données à un moment donné dans le temps. Les renseignements qui modifient ou rajustent les données sur les cas après la fin du mois ou de l'année ne sont pas reflétés dans ces comptes rendus de données à la fin d'une période. Cela signifie que l'enquête permet de saisir les meilleurs renseignements disponibles au moment de l'instantané. On ne recueille pas les renseignements nouvellement mis en lumière, comme un paiement direct effectué par le payeur au bénéficiaire ou un paiement par chèque retourné à cause d'une insuffisance de provisions.

3.6 Différences entre les provinces et territoires

Dans la section 2, on a décrit les différences opérationnelles qui existent entre les programmes d'exécution des ordonnances alimentaires, de la façon dont les cas sont inscrits et retirés à la façon dont les ordonnances sont exécutées. En outre, comme les données de l'enquête sont obtenues des systèmes d'information opérationnels, il y a certains écarts par rapport aux spécifications de l'enquête. Les paragraphes qui suivent donnent un aperçu des secteurs où ces effets sont connus.

Île-du-Prince-Édouard

À l'Île-du-Prince-Édouard, aucune donnée n'est disponible sur le fondement de l'ordonnance (*Loi sur le divorce*, ordonnance provinciale, etc.), les motifs du classement ou du retrait du cas, et seules des données partielles sur l'historique des paiements sont disponibles. Les montants totaux des paiements dus ne comprennent pas les arriérés prévus.

Québec

Au départ, le personnel du programme au Québec établit un mode de perception avec le payeur, soit au moyen de retenues salariales ou d'ordres de paiement. Les payeurs qui utilisent les ordres de paiement doivent verser leurs paiements directement au PEOA ainsi qu'une sûreté garantissant un mois de pension alimentaire. Dans certains cas, si les responsables du programme n'ont aucun doute qu'ils pourront recouvrer la somme du payeur, la loi du Québec prévoit la possibilité de verser une avance afin d'assurer la régularité des paiements aux bénéficiaires. Les avances sont versées au nom du payeur à titre de paiements de soutien et doivent être remboursées par ce dernier. La loi provinciale prévoit également le versement des paiements aux bénéficiaires deux fois par mois, soit le 1^{er} et le 16 de chaque mois. Le Québec n'établit pas de distinction entre les types de bénéficiaires¹⁹, et, par conséquent, la province n'a pu fournir ces données.

Au Québec, les cas de paiement direct sont compris dans les tableaux annuels mais non dans les tableaux mensuels²⁰. C'est pourquoi les comptes de cas dans les tableaux annuels sont supérieurs.

19. Le type de bénéficiaire renvoie aux ordonnances qui visent les enfants seulement, les conjoints seulement, ou à la fois les enfants et le conjoint. Veuillez consulter le glossaire pour d'autres précisions.

20. Les paiements directs sont définis comme des paiements faits par le payeur au bénéficiaire directement sans aucune intervention du Programme d'exécution des ordonnances alimentaires.

Saskatchewan

La Saskatchewan est incapable de fournir l'âge médian précis des enfants bénéficiaires d'une pension alimentaire. Ce secteur de compétence inclut plutôt les âges de tous les enfants d'un couple, qu'ils soient ou non visés par une entente alimentaire.

Alberta

L'Alberta n'entreprend les premières mesures d'exécution que 35 jours après l'inscription ou la date d'échéance du paiement. Ainsi, il n'y a pas de cas déclarés en défaut de paiement avant l'échéance des 35 jours.

Colombie-Britannique

En Colombie-Britannique, une pratique qui influe sur les données de l'enquête est l'acceptation de paiements directs des pensions alimentaires. Lorsqu'un payeur paie directement le bénéficiaire, le PEOA n'enregistre le paiement qu'après notification et, de ce fait, le cas est inscrit comme « en défaut » parce que le programme n'a aucune preuve du paiement. Par conséquent, le taux de conformité semble être inférieur au taux réel. Une autre pratique qui peut influencer indirectement sur les résultats de l'enquête tient à ce que selon la loi en vigueur en Colombie-Britannique, des intérêts doivent être imputés à tous les comptes en souffrance. Aucun autre secteur de compétence n'a cette exigence. Bien que les renseignements sur les montants dus et perçus au regard des intérêts ne soient pas recueillis dans le cadre de l'EEOA, cette pratique pourrait influencer sur les habitudes de paiement.

Les définitions nationales permettent certaines comparaisons entre les secteurs de compétence, mais toujours dans le contexte de l'administration locale. Avec une plus grande participation à l'enquête et un plus grand nombre de PEOA qui transmettent des données, un portrait plus complet du contexte national se dégagera. La collecte régulière des données nous donnera l'occasion d'examiner les tendances au fil du temps.

3.7 Confidentialité

Les données de l'EEOA sont visées par une procédure de confidentialité désignée « arrondissement aléatoire », de façon à éliminer toute possibilité d'associer les données à une personne identifiable. La technique de l'arrondissement aléatoire assure une protection sûre contre la divulgation de renseignements, sans toutefois déformer considérablement les données. Dans ce rapport, toutes les données de l'EEOA qui comportent des comptes d'individus ou de cas sont arrondies de façon aléatoire, soit à la hausse, soit à la baisse, au multiple de trois le plus près. Ainsi, un compte de 32 cas serait arrondi à 30 ou à 33.

Il convient de souligner que les totaux sont calculés à partir de leurs composantes arrondies de manière aléatoire, au lieu d'être arrondis indépendamment. Ainsi, on peut s'attendre à ce que les valeurs correspondantes des divers tableaux de l'EEOA affichent certaines différences peu importantes.

4.0 Résultats de l'enquête

Cette section présente, par exercice, les données sur les pensions alimentaires pour les enfants et le conjoint de l'Île-du-Prince-Édouard, du Québec, de la Saskatchewan, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique. Des données ponctuelles selon le mois sont également présentées pour ces mêmes provinces ainsi que pour le Nouveau-Brunswick et l'Ontario²¹. Un certain nombre de tableaux qui sont produits à partir des données recueillies dans le cadre de l'enquête figurent à la fin de la section. Certains tableaux renferment les données annuelles pour les cinq années, ou les données mensuelles pour les 48 mois, actuellement disponibles.

Les résultats de l'enquête sont présentés en trois parties :

1. Les caractéristiques des cas, notamment le nombre de cas, l'état de réciprocité, la durée de l'inscription et les caractéristiques des bénéficiaires;
2. La gestion financière des cas, où l'on examine les montants dus, la conformité pour ce qui est de l'exactitude de ces montants, la ponctualité des paiements et le niveau des arriérés;
3. Les mesures d'exécution et le classement des cas, c.-à-d. l'examen des mesures prises par les programmes d'exécution des ordonnances alimentaires (PEOA) et le classement des cas.

Le lecteur a intérêt à prendre note qu'en raison de la technique d'arrondissement, on peut s'attendre à ce que les valeurs correspondantes des divers tableaux de l'Enquête sur l'exécution des ordonnances alimentaires (EEOA) affichent des différences peu importantes²².

4.1 Nombre et caractéristiques des cas

Les cas, qui se composent des payeurs, des bénéficiaires et des obligations alimentaires imposées par les tribunaux ou volontairement acceptées, sont gérés par les PEOA. L'EEOA compte un cas s'il est inscrit et s'il existe une obligation alimentaire de la part du payeur dont le PEOA fait le suivi et assure l'exécution.

État d'une ordonnance alimentaire d'exécution réciproque

Une importante distinction à faire lorsqu'on parle de la charge de travail des PEOA est de savoir si un cas est traité

à l'intérieur du secteur de compétence ou s'il est transmis à un autre secteur. Pour décrire cette situation, on parle de l'état d'une ordonnance alimentaire d'exécution réciproque (état OAER). L'état OAER comprend trois types de cas :

- Cas non OAER — Il s'agit typiquement de cas où le payeur et le bénéficiaire résident dans le même secteur de compétence où le cas a été inscrit.
- Cas OAER à traiter par la province ou le territoire — Il s'agit des cas pour lesquels un autre secteur de compétence a demandé au PEOA d'exécuter une ordonnance alimentaire parce que le payeur réside dans ce secteur de compétence ou y possède des biens.
- Cas OAER à transmettre à un autre secteur de compétence — Il s'agit des cas qui ont été transmis à un autre secteur de compétence et qui y sont inscrits aux fins d'exécution parce que le payeur y réside ou y possède des biens.

La loi régissant l'exécution réciproque des ordonnances alimentaires s'appelle *Loi sur les ordonnances alimentaires d'exécution réciproque*²³. La *Loi* a pour objet de permettre à l'une des parties ou aux deux d'obtenir une ordonnance alimentaire en vertu de la législation provinciale, de faire reconnaître ou modifier une ordonnance existante, ou de faire exécuter une ordonnance lorsqu'une des parties se trouve dans un autre secteur de compétence.

21. Toutes les données selon l'exercice pour le Nouveau-Brunswick et l'Ontario et certaines données selon l'exercice pour le Québec et l'Alberta ne sont pas disponibles. Voir la section 3.5 pour de plus amples renseignements sur les périodes couvertes par les données déclarées.

22. Les tableaux qui présentent des valeurs correspondantes quant au nombre de cas d'exécution d'ordonnance alimentaire inscrits (à l'exception des cas OAER à transmettre à un autre secteur de compétence) sont les suivants : 2, 3, 4, 5, 7, 8, 9, 14 et 15. Les tableaux qui présentent des valeurs correspondantes quant au nombre de cas d'exécution d'ordonnance alimentaire avec arriérés sont les suivants : 15, 16 et 17.

23. La *Loi OAER* a remplacé la législation EROA mise en place il y a plusieurs décennies. Des cas plus anciens inscrits auprès des PEOA sont encore visés par cette législation, mais sont inclus dans les chiffres de cas OAER. À l'exception du Québec et du Yukon, la *Loi OAER* a été promulguée en 2003 et 2004 dans l'ensemble des provinces et des territoires. Voir *Statistique Canada, Pensions alimentaires pour les enfants et le conjoint : les statistiques de l'Enquête sur l'exécution des ordonnances alimentaires, 2001-2002, pour plus de renseignements sur cette législation.*

La charge de travail quotidienne d'un PEOA comporte le suivi des cas non OAER et des cas OAER à traiter par la province ou le territoire, ainsi que la prise de mesures d'exécution lorsque les paiements tardent. Les cas OAER à transmettre à un autre secteur de compétence sont des cas qui ont été transmis à un autre secteur aux fins de suivi et d'exécution parce que le payeur y demeure ou y possède des biens. À l'exception de deux tableaux (tableaux 1 et 19), ces cas à transmettre à un autre secteur de compétence sont exclus de la majorité des comptes de cas de l'enquête pour éviter un compte double — un cas d'un PEOA à transmettre à un autre secteur de compétence peut être un cas d'un autre PEOA à traiter par la province ou le territoire.

Les cas d'exécution d'ordonnance alimentaire selon l'état OAER sont présentés au tableau 1 pour les cinq provinces qui déclarent ces données annuelles. En 2003-2004, les cas pris en charge par un PEOA qui comportent des responsabilités d'exécution au jour le jour (les cas non OAER et les cas à traiter par la province ou le territoire) représentaient la majorité des cas, soit 99 % des cas au Québec, 96 % à l'Île-du-Prince-Édouard, 91 % en Alberta, 86 % en Colombie-Britannique et 81 % en Saskatchewan. Les trois provinces de l'Ouest qui fournissent des données ont déclaré des proportions plus élevées de cas d'ordonnance alimentaire d'exécution réciproque (cas OAER à traiter par la province ou le territoire et cas OAER à transmettre à un autre secteur de compétence), les proportions étant de 23 % en Colombie-Britannique, 25 % en Alberta et 32 % en Saskatchewan. Ce résultat est essentiellement constant pour toutes les années où des données ont été déclarées.

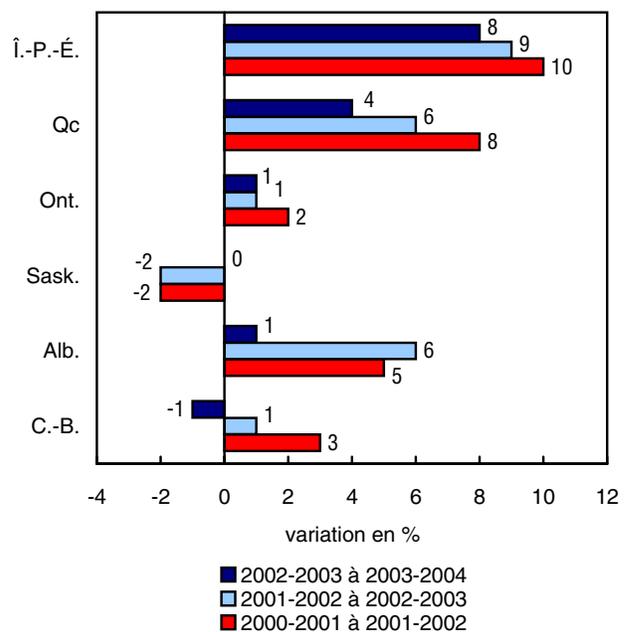
Charge de travail des PEOA

La charge de travail des programmes d'exécution des ordonnances alimentaires a augmenté dans la plupart des provinces, selon les variations du nombre de cas inscrits (à l'exclusion des cas OAER à transmettre à un autre secteur de compétence) à la fin de l'exercice (tableau 2). Comparativement à mars 2003, le nombre de cas en mars 2004 était le suivant : 2 500 à l'Île-du-Prince-Édouard, en hausse de 7 %; 102 300 au Québec, en hausse de 4 %; 176 700 en Ontario, en hausse de 2 %; et 7 800 en Saskatchewan, en hausse de 2 %. Le nombre de cas était relativement stable en Colombie-Britannique, se situant à 39 800 en mars 2004. Par contre, l'Alberta comptait 47 000 cas, en baisse de 3 % par rapport à mars 2003. Au Nouveau-Brunswick, 13 500 cas étaient inscrits, soit 3 % de plus qu'en avril 2003, le premier mois pour lequel il existe des données.

Comme le nombre de cas inscrits auprès d'un programme d'exécution des ordonnances alimentaires varie d'un mois à l'autre, une comparaison des changements d'une année

à l'autre du nombre de cas inscrits en mars peut masquer la tendance générale des inscriptions. Par conséquent, une autre façon d'examiner les fluctuations du nombre de cas au fil du temps consiste à calculer un compte mensuel moyen des cas inscrits pendant l'exercice et de voir comment ce chiffre évolue au fil du temps. Les résultats de cette analyse confirment que les inscriptions auprès de programmes d'exécution des ordonnances alimentaires s'accroissent dans quatre des six provinces (figure 1). Par exemple, si l'on se fonde sur les données du tableau 2, le compte mensuel moyen pour l'Ontario était de 175 230 en 2003-2004, soit environ 1 % de plus que le chiffre de 173 960 en 2002-2003. De même, dans les autres provinces, le nombre moyen de cas a augmenté de 1 % en Alberta, de 4 % au Québec et de 8 % à l'Île-du-Prince-Édouard, les augmentations étant plus faibles en 2003-2004 qu'au cours des années précédentes. En Saskatchewan, le nombre moyen de cas

Figure 1
Variation en pourcentage du nombre moyen de cas d'exécution des ordonnances alimentaires inscrits, 2000-2001 à 2003-2004¹



Notes :

1. Les cas OAER à transmettre à un autre secteur de compétence sont exclus. L'inscription moyenne annuelle est calculée à l'aide des statistiques mensuelles sur l'inscription. Cette moyenne sert par la suite à mesurer la variation en pourcentage du nombre de cas d'un exercice à l'autre. La moyenne pour le Québec en 2000-2001 et pour l'Île-du-Prince-Édouard en 2000-2001 et en 2002-2003 s'appuie sur 11 mois de données.

Source : Statistique Canada, Enquête sur l'exécution des ordonnances alimentaires.

s'est stabilisé après deux exercices consécutifs à la baisse. En Colombie-Britannique, le nombre moyen de cas inscrits a reculé de 1 %.

Durée de l'inscription auprès d'un PEOA

Le nombre de cas fluctue au fil du temps en raison de l'ajout de nouveaux cas et du classement d'autres cas. Il peut y avoir inscription et retrait d'un cas un certain nombre de fois au cours de la période de validité d'une ordonnance alimentaire. Pour les PEOA et les décideurs, il est important de connaître la durée de l'inscription d'un cas auprès d'un programme afin de planifier les opérations, le budget et les ressources.

Au cours de l'exercice 2003-2004, plus de la moitié des cas inscrits à l'Île-du-Prince-Édouard et en Saskatchewan étaient enregistrés auprès du PEOA depuis plus de cinq ans (tableau 3). Avec des taux de 56 % et de 59 % respectivement, ces deux secteurs de compétence avaient les cas les plus anciens. En Colombie-Britannique, une proportion égale de cas étaient inscrits au PEOA depuis cinq ans ou moins et depuis plus de cinq ans. Au Québec, une proportion moins élevée de cas (34 %) étaient enregistrés depuis plus de cinq ans.

Ces chiffres sont en partie fonction de la date d'entrée en vigueur du PEOA dans chaque province. Le programme en Saskatchewan est en place depuis 1986, tandis qu'à l'Île-du-Prince-Édouard et en Colombie-Britannique, le programme date de 1988. Les cas du Québec sont par contre beaucoup plus récents. Le 1^{er} novembre 1996, le système d'information du PEOA a été mis en place, ce qui s'est traduit par une perte de données sur la date d'inscription des cas déjà inscrits. Par conséquent, tous les cas comptent une date d'inscription de novembre 1996 ou plus tard, ce qui explique pourquoi les proportions diffèrent de celles des autres provinces déclarantes.

La proportion des cas inscrits à un PEOA depuis longtemps s'est accrue depuis 1999-2000. En 2003-2004, les cas inscrits pendant plus de 10 ans représentaient 16 % des cas inscrits en Saskatchewan (en hausse par rapport à 5 % enregistré en 1999-2000), 18 % de ceux-ci en Colombie-Britannique (en hausse par rapport à 8 %) et 19 % à l'Île-du-Prince-Édouard (en hausse par rapport à 8 %).

Source des ordonnances et types de bénéficiaires

Les PEOA exécutent les ordonnances alimentaires rendues par la cour dans le cas de parents qui divorcent ou se séparent ainsi que les obligations alimentaires qui découlent d'ententes particulières, telles que les ententes de séparation et de paternité. Les ordonnances

alimentaires ou de soutien peuvent découler d'actions en divorce intentées en vertu de la loi fédérale (*Loi sur le divorce*) ou d'une loi provinciale ou territoriale, et celles-ci peuvent en bout de ligne faire partie d'une procédure de divorce.

La plupart des obligations sont imposées par une autorité fédérale ou provinciale²⁴. Au 31 mars 2004, 48 % des ordonnances alimentaires en Saskatchewan avaient été rendues en vertu de la *Loi sur le divorce* fédérale, et 39 % découlaient d'ordonnances provinciales (tableau 4). En Colombie-Britannique, d'autre part, 26 % des cas étaient visés par la *Loi sur le divorce* fédérale, alors qu'une proportion beaucoup plus importante de cas (68 %) découlaient d'une ordonnance provinciale.

Les résultats varient selon la personne qui reçoit les pensions alimentaires. Les cas où le conjoint seul ou le conjoint et les enfants reçoivent des pensions sont plus susceptibles de tomber sous le coup de la *Loi sur le divorce*. En Saskatchewan, par exemple, 77 % des cas d'un conjoint avec des enfants et 76 % des cas d'un conjoint seulement étaient régis par la *Loi sur le divorce* comparativement à 45 % des cas où les bénéficiaires étaient des enfants seulement.

Caractéristiques des bénéficiaires, des payeurs et des enfants

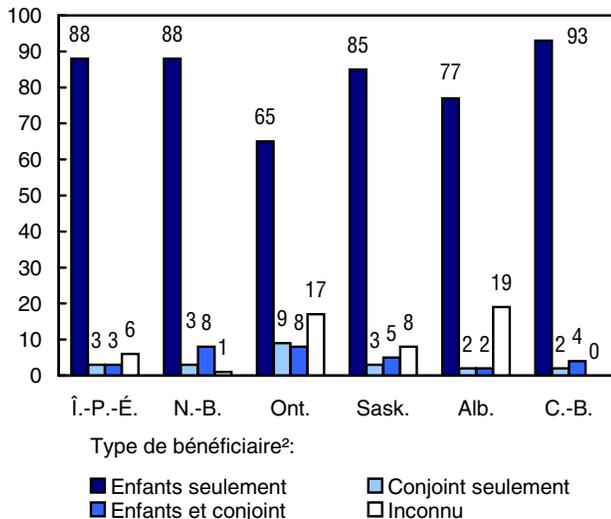
Les données d'enquête montrent que les PEOA sont essentiellement administrés pour le bienfait des enfants. Au nombre des cas inscrits auprès des provinces déclarantes le 31 mars 2004, la grande majorité comprenaient une pension alimentaire pour les enfants, notamment 97 % des cas en Colombie-Britannique, 96 % de ceux-ci au Nouveau-Brunswick, 91 % à l'Île-du-Prince-Édouard, 90 % en Saskatchewan, 79 % en Alberta et 73 % en Ontario. Une répartition plus détaillée de ces chiffres à la figure 2 montre que la proportion des cas comportant une pension alimentaire seulement pour les enfants variait de 65 % en Ontario à 93 % en Colombie-Britannique. Les cas visant à la fois le conjoint et les enfants variaient de 2 % en Alberta à 8 % en Ontario et au Nouveau-Brunswick, et les cas de conjoints à titre de seul bénéficiaire représentaient 2 % des

24. Les couples peuvent se séparer et décider d'officialiser leur entente de séparation. D'autres couples peuvent obtenir une ordonnance alimentaire auprès de la province ou du territoire. Dans l'une ou l'autre situation, lorsqu'un couple entreprend une action en divorce, ces ententes peuvent être intégrées dans l'ordonnance de divorce définitive ou elles peuvent être modifiées. Lorsque les couples n'entreprennent pas une action en divorce, les dispositions énoncées dans l'entente de séparation ou l'ordonnance provinciale ou territoriale sont maintenues. Les parents peuvent également être visés par des ententes de paternité, où sont énoncées les obligations de soutien des enfants qui sont également exécutées.

cas en Alberta et en Colombie-Britannique; la proportion s'établissant à 9 % en Ontario. Ces proportions sont demeurées à peu près inchangées par rapport à l'année précédente.

Figure 2
Cas d'exécution des ordonnances alimentaires inscrits, selon le type de bénéficiaire, au 31 mars, 2004¹

Cas inscrits (%)



Notes :

En raison de l'arrondissement, il se peut que la somme des pourcentages ne corresponde pas à 100.

1. Les cas OAER à transmettre à un autre secteur de compétence sont exclus. Les données par type de bénéficiaire ne sont pas disponibles au Québec.
2. La catégorie de bénéficiaire de type « inconnu » comprend une infime proportion de bénéficiaire de type « autre ».

Source : Statistique Canada, Enquête sur l'exécution des ordonnances alimentaires.

Le terme « bénéficiaire » est également utilisé pour désigner la personne qui habite avec les enfants et qui en a la responsabilité. En d'autres mots, le bénéficiaire est la personne qui perçoit l'argent, que cet argent soit destiné uniquement aux enfants, au bénéficiaire et aux enfants, ou au bénéficiaire seulement. Le bénéficiaire est souvent, mais pas toujours, la mère. Il y a des cas où le bénéficiaire est le père, un grand-parent ou un membre de la famille élargie.

Selon les résultats de l'enquête, dans la grande majorité des cas le bénéficiaire est une femme et le payeur est un homme. Le 31 mars 2004, cela était vrai pour 95 % ou plus des cas dans les trois provinces déclarantes (Île-du-

Prince-Édouard, Saskatchewan et Colombie-Britannique) (tableau 5). Ce résultat est conforme aux résultats des années précédentes.

L'âge médian²⁵ des payeurs, des bénéficiaires et des enfants est très semblable pour les trois provinces. Le 31 mars 2004, l'âge médian des bénéficiaires était de 39 ans dans les trois provinces déclarantes (tableau 6). Quant aux payeurs, l'âge médian était de 41 ans à l'Île-du-Prince-Édouard et en Saskatchewan, et de 42 ans en Colombie-Britannique. L'âge médian des enfants était de 13 ou 14 ans dans chacun de ces secteurs de compétence. Les âges médians semblent avoir légèrement augmenté par rapport à leur niveau en mars 2000. Ce résultat n'est pas étonnant, étant donné que la durée de l'inscription s'accroît.

Aide sociale

Le fait pour un bénéficiaire d'être ou non prestataire d'aide sociale est un aspect important de l'exécution des ordonnances alimentaires. Tous les territoires et les provinces considèrent les pensions alimentaires pour enfants comme un revenu et réduisent d'une somme égale ou partielle les prestations d'aide sociale touchées par les bénéficiaires. Si un parent admissible à une pension alimentaire présente une demande d'aide sociale, le service d'aide sociale exigera du parent qu'il entreprenne une démarche afin d'obtenir une pension alimentaire pour ses enfants. La variable « état de cession » de l'EEOA a trait aux cas où une partie ou la totalité du paiement va au gouvernement plutôt qu'au bénéficiaire. C'est le cas lorsque le gouvernement verse une aide financière au bénéficiaire, ou l'a fait par le passé, et que la pension provenant du payeur sert donc à supporter ce coût. Il convient de souligner que tous les prestataires d'aide sociale ne sont pas obligés de céder leurs droits.

La proportion des cas des PEOA qui sont visés par une cession varie d'une province à l'autre (tableau 7). En date du 31 mars 2004, 24 % des cas au Nouveau-Brunswick faisaient l'objet d'une cession, de même que 22 % des cas au Québec, 16 % des cas en Colombie-Britannique et 14 % des cas à l'Île-du-Prince-Édouard. Les autres provinces affichaient un pourcentage moindre, 10 % ou moins de leurs cas ayant fait l'objet d'une cession. Abstraction faite du Nouveau-Brunswick, province pour laquelle il existe des données depuis une année seulement, la proportion des cas visés par une cession a diminué dans tous les secteurs de compétence déclarants par rapport à celle

25. La médiane correspond au point du milieu de la répartition selon l'âge, c'est-à-dire que lorsque les âges sont classés par ordre croissant ou décroissant, la moitié de tous les cas se situent au-dessus de la médiane et l'autre moitié, au-dessous.

enregistrée en mars 2000 ou 2001. Cet état de choses peut s'expliquer par le fléchissement général de la proportion des habitants qui ont reçu des prestations d'aide sociale dans toutes les provinces canadiennes entre 1993 et 2003 (Roy, 2004).

4.2 Aspects financiers des cas des PEOA

Tout le processus de suivi et d'exécution par les PEOA découle d'une ordonnance ou d'une entente qui prévoit le paiement d'une pension alimentaire. Pour s'inscrire auprès d'un PEOA, un bénéficiaire ou un payeur doit avoir une ordonnance ou une entente qui a été imposée par le tribunal ou déposée officiellement auprès de celui-ci. L'ordonnance ou l'entente énonce le montant de la pension alimentaire et la fréquence à laquelle elle doit être versée. Ces montants sont appelés « montants régulièrement dus ».

Une ordonnance peut comprendre d'autres montants qui sont également exécutoires par les PEOA. On les appelle habituellement « montants dictés par les circonstances » ou parfois, « paiements forfaitaires ». Ils peuvent se caractériser par des paiements qui doivent être acquittés lorsqu'ils sont exigibles, par exemple, à la présentation d'un reçu ou d'une facture. Un rendez-vous chez le dentiste ou des frais d'abonnement annuels à un club sportif en sont des exemples. D'autres montants qui peuvent être exigibles au cours d'un mois donné comprennent les arriérés prévus, les frais, les coûts et les pénalités. Pour les besoins de l'enquête, ces paiements, en plus des montants régulièrement dus, sont appelés « paiements totaux dus ».

Si le montant prévu est reçu durant le mois civil au cours duquel il est dû, le cas est considéré comme en conformité. Si le montant n'a pas été versé, ou si le montant versé est insuffisant, le cas est considéré comme en défaut.

Les arriérés renvoient aux montants dus à la suite du non-paiement de versements antérieurs. En vertu d'une ordonnance d'un tribunal ou d'une entente de paiement volontaire, des arriérés peuvent faire l'objet d'un calendrier de paiement. Aussi longtemps que le calendrier de paiement est respecté, d'autres mesures d'exécution ne risquent pas d'être prises à l'encontre du payeur. Les arriérés non payables périodiquement sont ceux qui sont dus à partir d'une date antérieure et pour lesquels aucun calendrier de paiement n'a été établi. Le plein montant est dû et exécutoire.

Par contre, il est possible pour un cas de présenter des arriérés tout en étant en conformité avec les paiements totaux prévus. C'est ce qui se produit lorsque le payeur effectue tous les paiements réguliers dus et acquitte les arriérés payables périodiquement.

Montants régulièrement dus

Le tableau 8 présente la répartition des cas selon les paiements mensuels régulièrement dus en mars chaque année. Dans les sept provinces déclarantes, une forte proportion de cas (46 % à 68 %) comportaient un paiement mensuel régulier de 1 \$ à 400 \$. Généralement, la répartition était semblable pour les cas comportant un paiement de 1 \$ à 200 \$ et les cas comportant un paiement de 201 \$ à 400 \$. Il y avait deux exceptions : un pourcentage plus élevé de cas appartenait à la première catégorie au Nouveau-Brunswick, alors que la tendance inverse a été observée au Québec. La proportion de cas dans l'ensemble des provinces qui comportaient un paiement mensuel supérieur à 1 000 \$ variait de 1 % à 5 %. Cette tendance est uniforme pour l'ensemble des données communiquées au cours des quatre années.

La répartition des cas des PEOA selon les paiements totaux dus (par rapport aux paiements réguliers) était fort similaire. La majorité des cas présentaient des paiements mensuels totaux de 400 \$ ou moins.

Le tableau 9 donne un autre aperçu des montants régulièrement dus. Il indique le montant médian régulièrement dû, selon le type de bénéficiaire et le nombre d'enfants. Le 31 mars 2004, la médiane du montant mensuel dû pour les cas visant un enfant était de 200 \$ dans chacune des deux provinces déclarantes. Ce montant s'est progressivement accru avec l'augmentation du nombre d'enfants visés par l'ordonnance alimentaire. En particulier, la médiane pour les cas comptant deux enfants s'établissait à 300 \$ en Saskatchewan et à 350 \$ en Colombie-Britannique. Pour les cas comptant trois enfants ou plus, la médiane du montant mensuel dû s'élevait à 395 \$ en Saskatchewan et à 414 \$ en Colombie-Britannique. Cette tendance se maintient lorsque le cas comprend le conjoint et les enfants. Enfin, le montant médian dû pour les cas visant le conjoint seulement se chiffrait à 300 \$ en Saskatchewan et à 500 \$ en Colombie-Britannique.

Conformité

Il y a de nombreuses façons d'aborder la conformité et, par conséquent, plusieurs définitions sont en usage. Toutefois, le versement en temps opportun et l'intégralité du paiement sont les deux composantes clés liées à la conformité. Pour les besoins de l'enquête, la conformité est mesurée sur une base mensuelle en tenant compte du montant qui doit être payé dans un mois donné. C'est l'état du cas au dernier jour du mois qui est utilisé dans le calcul. Cela signifie que pour les cas ayant un paiement dû au début du mois, par exemple le 15^e jour, le versement peut être effectué en retard, mais être tout de même considéré comme en conformité aux fins de l'EEOA si l'argent est reçu au plus tard le dernier jour du

mois. À l'inverse, si le paiement est dû le 30^e jour du mois et qu'il est reçu avec un jour de retard, le cas est considéré comme en souffrance pour ce mois-là.

La notion de conformité est également fondée sur l'intégralité des paiements. Un paiement partiel, quel qu'en soit le montant (p. ex. 90 %), ne satisfait pas à l'obligation et n'est pas considéré comme en conformité aux fins de l'enquête. Ainsi, les données mensuelles reposent sur le nombre de cas qui sont en conformité intégrale, soient ceux pour lesquels le paiement complet du montant dû a été fait à la fin du mois.

La conformité peut être mesurée en tenant compte à la fois des paiements réguliers et des paiements mensuels totaux dus. Comme l'indique le tableau 10, la majorité des cas étaient en conformité pour ce qui était des paiements mensuels réguliers dus en mars 2004. Les chiffres variaient de 55 % des cas à l'Île-du-Prince-Édouard à 79 % au Québec²⁶.

La conformité varie quelque peu selon le montant du paiement régulièrement dû. Au cours des années précédentes, on observait généralement des proportions de conformité supérieures dans les catégories de paiements « intermédiaires » et des proportions de conformité inférieures aux deux extrêmes. En mars 2004, aucun modèle général de la sorte ne se dégagait, puisque les tendances variaient d'une province à l'autre. Toutefois, les secteurs de compétence déclarants faisaient tous état de problèmes de conformité dans la catégorie des paiements de 1 \$ à 200 \$. Dans chaque province, sauf à l'Île-du-Prince-Édouard et au Nouveau-Brunswick, c'est dans cette catégorie que le taux de conformité était le plus bas, allant de 42 % en Ontario à 68 % au Québec. Une explication possible serait qu'un montant de pension plus élevé indique généralement que le parent payeur a un revenu supérieur et une plus grande stabilité d'emploi, et qu'il est donc plus en mesure de faire face à des situations imprévues (interruption de l'emploi, importantes dépenses imprévues, etc.) tout en continuant de verser une pension alimentaire pour ses enfants.

Une répartition similaire a été relevée concernant les cas conformes inscrits auprès d'un PEOA, c'est-à-dire ceux pour lesquels tous les paiements avaient été versés, incluant les paiements régulièrement dus, les paiements dictés par les circonstances, les arriérés prévus, et les frais, les coûts et les pénalités. Toutefois, la conformité pour ce qui est des paiements totaux semble être légèrement inférieure par rapport à la conformité relativement aux montants régulièrement dus.

Le tableau 11 présente un élément supplémentaire, indiquant le taux de conformité pour les montants régulièrement

dus selon le type de bénéficiaire. Il montre que le taux de conformité varie selon le type de bénéficiaire. Dans chacune des provinces déclarantes, le taux de conformité est supérieur dans les cas où seul le conjoint est bénéficiaire, allant de 66 % au Nouveau-Brunswick à 91 % en Ontario.

Le montant en dollars perçus en tant que proportion des montants dus constitue un autre aspect de la conformité. En 2003-2004, les PEOA dans les quatre provinces qui ont déclaré ces données annuelles ont réussi à percevoir la presque totalité des montants régulièrement dus (tableau 12). Le Québec a perçu 92 % des quelque 432 millions de dollars dus au cours de l'exercice, la Saskatchewan a perçu 78 % des quelque 30 millions de dollars dus, la Colombie-Britannique a perçu 71 % des quelque 152 millions de dollars dus et l'Île-du-Prince-Édouard, 66 % des quelque 8 millions de dollars dus²⁷. Ces chiffres sont fondés sur l'ensemble des cas administrés, c'est-à-dire tous les cas qui étaient inscrits à un moment quelconque pendant l'année.

La conformité peut varier d'un mois à l'autre. L'aperçu du taux de conformité sur une période de 48 mois qui figure au tableau 13 nous en donne une idée. Dans les diverses provinces, le taux de conformité peut progresser ou reculer d'un maximum de 7 points de pourcentage pendant un mois donné. Même de tels changements, ou en fait aucun changement net des taux de conformité, peuvent signifier qu'un grand nombre de cas passent régulièrement de la conformité à la non-conformité. Ces observations sont conformes aux constatations issues de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes. Les résultats de cette enquête ont révélé qu'environ 45 % des enfants dont la mère avait la garde étaient passés d'une catégorie de « conformité » (réguliers à temps, réguliers parfois en retard, irréguliers et aucun au cours des six derniers mois) à l'autre au cours d'une période de deux ans (Juby, Le Bourdais et Marcil-Gratton, 2003). Parce que la conformité ou la non-conformité n'est jamais acquise et que le niveau de conformité d'un payeur particulier peut varier énormément, les PEOA doivent constamment suivre de près leurs cas.

26. Dans certains cas, si les responsables du programme n'ont aucun doute qu'ils pourront recouvrer la somme du payeur, la loi du Québec prévoit la possibilité de verser une avance afin d'assurer la régularité des paiements aux bénéficiaires. Les avances sont versées au nom du payeur à titre de paiements de soutien et doivent être remboursées par ce dernier.

27. La Colombie-Britannique applique une politique qui permet à sa clientèle d'effectuer et de recevoir des paiements directs tout au long de la durée de l'inscription, et comme la plupart de ces paiements directs ne sont déclarés qu'une fois la collecte de données de l'enquête terminée, un nombre important de payeurs sont considérés comme s'ils n'avaient pas payé, bien qu'ils aient effectivement payé.

Les données ponctuelles selon le mois donnent aux utilisateurs des renseignements tirés de l'EEOA une indication des changements que peuvent subir les habitudes de paiement au fil du temps en raison, par exemple, des modifications de politiques, des mesures d'exécution et des campagnes de sensibilisation du public. Ce genre de renseignements permettra de répondre aux questions concernant les améliorations apportées aux mesures d'exécution et les habitudes de paiements mensuels. Les renseignements sur la façon dont les personnes s'acquittent de leurs obligations relativement aux montants qu'elles doivent, compte tenu de l'importance de l'ordonnance et du nombre ou du type de personnes à charge, contribueront également à l'élaboration de politiques et de programmes à l'avenir.

Historique et niveau des arriérés

Les arriérés désignent les sommes qui sont exigibles en raison de paiements antérieurs non effectués. Les programmes d'exécution des ordonnances alimentaires peuvent inscrire des cas qui présentent des arriérés cumulés²⁸. Les arriérés peuvent également s'accumuler durant la période de gestion du cas par le PEOA, si des paiements ne sont pas faits et que les mesures d'exécution ne permettent pas d'obtenir un paiement suffisant. Les arriérés sont parfois visés par un calendrier de paiement qui a été ordonné par le tribunal ou qui a fait l'objet d'une négociation. Lorsque c'est le cas, le montant des arriérés peut être remboursé graduellement sur une période donnée. Aussi longtemps que le calendrier de paiement est respecté, d'autres mesures d'exécution ne risquent pas d'être prises à l'encontre du payeur.

Le tableau 14 donne un aperçu de l'historique des arriérés pour les cas des PEOA dans quatre provinces, c'est-à-dire à l'Île-du-Prince-Édouard, au Québec, en Saskatchewan et en Colombie-Britannique. Les données disponibles de ces provinces indiquent que plus de la moitié des cas présentent des difficultés de paiements passées, c'est-à-dire avant l'inscription à un programme d'exécution des ordonnances alimentaires. Parmi les cas inscrits le 31 mars 2004, 60 % des cas en Saskatchewan, 66 % de ceux-ci au Québec et 69 % en Colombie-Britannique avaient été inscrits au programme avec des arriérés²⁹. Le chiffre pour l'Île-du-Prince-Édouard n'est pas comparable car l'état des arriérés à l'inscription n'était pas connu pour 31 % des cas.

Parmi les cas inscrits avec des arriérés, 75 % des cas au Québec, 55 % des cas en Saskatchewan et 45 % des cas en Colombie-Britannique avaient amélioré l'état de leurs arriérés avant mars 2004, c'est-à-dire que les arriérés avaient diminué ou avaient été acquittés. Les arriérés sont demeurés constants dans environ 1 % des cas dans les trois provinces.

Le reste des cas (31 % au Québec et en Colombie-Britannique, de même que 40 % en Saskatchewan) ont été inscrits à un PEOA sans présenter d'arriérés. Parmi ces cas, environ 53 % en Saskatchewan, 55 % en Colombie-Britannique et 81 % au Québec sont demeurés exempts d'arriérés. Les autres cas ont affiché un accroissement des arriérés.

Le tableau 15 présente le compte des cas des PEOA avec arriérés, ainsi que les montants des arriérés. Le lecteur aurait intérêt à ne pas calculer une moyenne du montant des arriérés par cas, car ces montants peuvent varier grandement d'un cas à l'autre. En effet, certains cas peuvent représenter des dizaines ou des centaines de milliers de dollars en arriérés, tandis que dans d'autres cas, les sommes dues sont très modestes. Ainsi, tout calcul serait inapproprié.

Abstraction faite du Nouveau-Brunswick, province pour laquelle il existe des données depuis une année seulement, la proportion des cas comportant des arriérés est demeurée stable au fil des ans dans la plupart des provinces déclarantes. Les deux exceptions sont le Québec et l'Alberta, où la proportion des cas comportant des arriérés a diminué par rapport au niveau enregistré en mars 2000 ou 2001. En outre, la plupart des provinces ont fait état d'une augmentation du montant des arriérés, ce qui n'a rien d'étonnant puisque le nombre de cas comportant des arriérés a généralement augmenté lui aussi.

Proportion et ponctualité des paiements

Lorsqu'on examine la répartition des cas avec arriérés selon le pourcentage reçu du montant mensuel régulier dû, les données indiquent que les cas ont tendance à se situer aux deux extrêmes. En mars 2004, pour la plupart des cas comportant des arriérés, le montant mensuel régulier avait été payé au complet (la proportion variant de 41 % à l'Île-du-Prince-Édouard à 55 % au Québec), ou aucun paiement n'avait été fait (la proportion variant de 30 % au Québec à 47 % à l'Île-du-Prince-Édouard) (tableau 16). Sur la période de cinq ans pour laquelle des données sont disponibles, cette tendance est demeurée constante dans chaque province déclarante.

28. Dans certains cas, les arriérés enregistrés sont inférieurs dans la mesure où le PEOA est informé des paiements effectués par une partie directement à l'autre partie. Dans d'autres cas, les arriérés peuvent être supérieurs, mais le bénéficiaire est incapable de fournir un affidavit établissant le montant des arriérés.

29. Il convient de souligner qu'au moment de l'inscription, certains bénéficiaires sont incapables de reconstituer le dossier des paiements reçus et ne peuvent produire d'affidavit en vue d'établir l'état des arriérés. D'autres bénéficiaires peuvent décider de ne pas chercher à obtenir des arriérés passés. Il faut ainsi enregistrer ces cas comme s'il n'y avait pas d'arriérés, même si en réalité il s'agit de cas non conformes dès le début.

Il peut y avoir de nombreuses raisons pour lesquelles un paiement n'a pas été fait au cours d'un mois donné ou les paiements prévus ont été faits à temps. À titre d'exemple, certains cas sont visés par un arrêt d'exécution, ou il peut se produire d'autres empêchements à l'exécution, tels qu'une période prolongée d'aide sociale, de chômage, d'invalidité ou d'incarcération. Ces situations souvent imprévisibles peuvent priver le bénéficiaire de sa pension alimentaire pour des périodes allant de quelques semaines à 12 mois ou plus.

Le tableau 17 montre la répartition des cas visés par des arriérés selon le temps écoulé depuis le dernier paiement. Dans les sept provinces déclarantes, en date de mars 2004, un paiement avait été fait dans un délai d'un mois dans le tiers à la moitié des cas comportant des arriérés. Au Québec, en Ontario, en Alberta et en Colombie-Britannique, ces proportions étaient plus élevées qu'elles ne l'étaient en mars 2000 ou 2001. Après trois mois, la proportion des cas pour lesquels un paiement a été fait variait de 44 % en Ontario à 69 % au Québec. Toutefois, il y a des cas plus difficiles, c'est-à-dire ceux où un paiement n'a pas été fait depuis plus d'un an et ceux où aucun paiement n'a jamais été fait. Ces cas, qui représentaient de 18 % à 47 % de tous les cas comportant des arriérés, peuvent signaler une perte de contact avec le payeur et ainsi indiquer que les activités de dépistage et de repérage n'ont pas été fructueuses. Ces cas peuvent également comporter des situations où les mesures d'exécution sont visées par des restrictions, telles que les arrêts d'exécution ou les lois qui limitent la saisie ou la saisie-arrêt des salaires (voir la section 2.3).

Ces renseignements sur le temps écoulé depuis le paiement dans les cas comportant des arriérés sont une importante mesure de la charge de travail des PEOA. Les cas pour lesquels des paiements sont rarement ou jamais faits nécessitent des stratégies d'exécution plus nombreuses et plus rigoureuses. Malheureusement, l'enquête ne permet pas de lier les activités d'exécution particulières aux paiements reçus. Dans de nombreux cas, des mesures multiples peuvent avoir été prises, mais celles-ci n'ont toujours pas entraîné de paiements.

4.3 Exécution et classement des cas

Mesures d'exécution

Les programmes d'exécution des ordonnances alimentaires peuvent adopter diverses mesures afin d'assurer le versement des paiements réguliers et l'acquiescement des arriérés. Il existe deux principales catégories de mesures d'exécution : mesures administratives et mesures judiciaires. Les mesures d'exécution administratives sont prises par le

PEOA et comprennent une saisie-arrêt par le secteur de compétence (de l'argent dû au payeur) et les dépistages par le PEOA (efforts faits pour trouver le payeur au moyen des banques d'information des secteurs de compétence). Les mesures d'exécution judiciaires sont prises par un juge et peuvent comporter des audiences sur le défaut et sur l'incarcération.

Des mesures d'exécution plus rigoureuses sont prises dans les cas plus difficiles et les situations complexes. En pratique, les mesures d'exécution administratives sont épuisées au début du processus, en appliquant tout d'abord les mesures provinciales et territoriales. Dans la majorité des secteurs de compétence, des mesures fédérales d'aide à l'exécution des ordonnances, sous forme d'activités de dépistage, de saisie-arrêt et du refus d'accorder des permis, sont prises après que la plupart des mécanismes provinciaux ou territoriaux ont été épuisés. Si ces mécanismes ne permettent pas de faire respecter les obligations alimentaires, les PEOA peuvent recourir aux mesures d'exécution judiciaires, mais habituellement en dernier recours.

Comme le montre le tableau 18, en 2003-2004 les trois provinces déclarantes ont donné exécution aux cas pris en charge par les PEOA en employant différents genres de mesures exécutoires. En Colombie-Britannique, la recherche ou le « dépistage » d'un payeur représente l'activité d'exécution administrative la plus utilisée (35 % de toutes les mesures d'exécution administratives), tandis qu'en Saskatchewan cette activité se classe au troisième rang (18 %) après la demande de renseignements (35 %) et les saisies-arrêts provinciales ou territoriales (21 %). Bien que les saisies-arrêts provinciales ou territoriales ne soient pas aussi répandues en Colombie-Britannique, le recours à ce type de mesure a augmenté au fil des ans, passant de 6 % en 1999-2000 à 12 % de toutes les activités d'exécution en 2003-2004. Le PEOA à l'Île-du-Prince-Édouard, par contre, a fréquemment eu recours à des mesures dans la catégorie « autre ». Cette catégorie comprend une mesure souvent employée dans la province, soit « avis d'audience de défaut de paiement », ce qui signifie qu'on envoie aux payeurs défailants un avis d'audience de défaut de paiement, et ceux-ci peuvent discuter de leur situation avec le directeur et le conseiller juridique du PEOA avant de comparaître devant un juge.

Une autre catégorie de mesures administratives tombe sous le coup de la législation fédérale. Les mesures d'exécution disponibles sont le dépistage à l'échelon fédéral (efforts pour trouver le payeur au moyen des banques d'information du gouvernement fédéral), l'interception de sommes fédérales (par exemple, les remboursements d'impôt),

la suspension d'une autorisation fédérale (par exemple, un passeport ou un permis de transport) et la saisie-arrêt fédérale de salaires et de pensions. Dans les trois provinces déclarantes, l'interception de sommes fédérales était la mesure administrative la plus souvent utilisée en vertu de la législation fédérale. En Colombie-Britannique, la suspension d'une autorisation fédérale était aussi une mesure quelquefois appliquée.

Selon les données des trois provinces participantes, très peu d'activités d'exécution judiciaires ont été entreprises. Ces activités représentent environ 1 % de toutes les activités d'exécution déclarées en 2003-2004 pour la Saskatchewan, 2 % pour la Colombie-Britannique et environ 4 % dans le cas de l'Île-du-Prince-Édouard. Parmi les divers genres d'activité d'exécution judiciaire, les audiences sur le défaut de paiement étaient les plus largement utilisées à l'Île-du-Prince-Édouard et en Saskatchewan. Les activités classées sous la catégorie « autre », comme la délivrance d'un mandat d'arrêt, la nomination d'un syndic à la faillite et la délivrance de mandat de saisie et de vente, étaient plus souvent utilisées en Colombie-Britannique.

Dans l'ensemble, la répartition des activités d'exécution n'a pas beaucoup changé par rapport à ce qui a été déclaré au cours des années précédentes.

Classement des cas

Comme il est indiqué à la section 4.1, les cas des PEOA peuvent être inscrits au programme pour une brève période ou pour de nombreuses années. Tôt ou tard, cependant, un cas sera retiré ou classé. Il y a un bon nombre de motifs pour classer un cas inscrit à un programme d'exécution des ordonnances alimentaires³⁰. Comme l'indique le tableau 19, ces raisons varient entre les provinces. En 2003-2004, la venue à échéance de l'ordonnance alimentaire représentait 78 % des cas classés au Québec, alors qu'en Alberta, le retrait par le bénéficiaire ou le payeur était le motif le plus courant du classement (55 %). En Colombie-Britannique, le retrait par le programme, le retrait soit par le bénéficiaire ou le payeur et la venue à échéance de l'ordonnance alimentaire représentaient chacun environ le tiers des cas classés.

30. *L'Enquête sur l'exécution des ordonnances alimentaires ne tient pas compte de la participation volontaire ou du retrait volontaire relativement aux programmes d'exécution des ordonnances alimentaires. Les classements sont seulement comptés lorsqu'il s'agit de la dernière activité au cours de l'exercice. Se reporter à la section 2.5 pour obtenir une description de la politique de retrait d'un PEOA en vigueur dans les divers secteurs de compétence.*

4.4 Tableaux de données

Tableau 1

Cas d'exécution des ordonnances alimentaires inscrits, selon l'état OAER (ordonnances alimentaires d'exécution réciproque), par exercice financier¹

		Cas inscrits		Cas non OAER	Cas OAER à traiter par la province	Cas OAER à transmettre à un autre secteur de compétence
		N ^{bre}	%		%	
Île-du-Prince-Édouard	1999-2000	1 872	100	82	12	6
	2000-2001	..	..	..	..	..
	2001-2002	2 223	100	83	12	5
	2002-2003	2 424	100	84	11	5
	2003-2004	2 571	100	85	11	4
Québec ²	1999-2000	..	..	..	..	..
	2000-2001	..	..	..	..	..
	2001-2002	107 826	100	98	1	1
	2002-2003	115 152	100	98	1	1
	2003-2004	121 464	100	98	1	1
Saskatchewan	1999-2000	10 092	100	66	14	21
	2000-2001	10 065	100	67	14	19
	2001-2002	9 690	100	68	13	19
	2002-2003	9 483	100	68	13	19
	2003-2004	9 663	100	68	13	19
Alberta ²	1999-2000	48 081	100	78	12	11
	2000-2001	47 412	100	75	14	11
	2001-2002	50 541	100	75	15	10
	2002-2003	53 322	100	75	15	10
	2003-2004	51 978	100	76	15	10
Colombie-Britannique	1999-2000	43 116	100	77	11	12
	2000-2001	45 069	100	77	10	13
	2001-2002	46 377	100	77	9	14
	2002-2003	46 335 ^r	100	77	9	14
	2003-2004	46 191	100	77	9	14

Notes :

En raison de l'arrondissement, il se peut que la somme des pourcentages ne corresponde pas à 100.

.. nombres indisponibles pour une période de référence précise.

^r rectifié.

1. OAER signifie « ordonnances alimentaires d'exécution réciproque ». Les provinces et les territoires ont voté des lois pour faire appliquer les ordonnances et les ententes à l'extérieur de leurs frontières. De façon générale, les cas non OAER sont ceux où les deux parties habitent la même province ou le même territoire. Les cas OAER à traiter par la province sont les cas où la province ou le territoire a été prié par un autre secteur de compétence d'exercer son autorité, car le débiteur habite ou possède des biens à l'intérieur de ses frontières. Les cas OAER à transmettre à un autre secteur de compétence sont les cas où la province ou le territoire a demandé à un autre secteur de compétence d'exercer son autorité, car le débiteur habite ou possède des biens à l'extérieur de ses frontières. Pour désigner les cas OAER, on parlait auparavant de cas d'exécution réciproque des ordonnances alimentaires (EROA). Ces données annuelles ne sont pas disponibles pour le Nouveau-Brunswick et l'Ontario.
2. Au Québec et en Alberta, les cas inscrits comprennent ceux de paiement direct. Les paiements directs sont définis comme des paiements faits par le payeur au bénéficiaire directement sans aucune intervention du programme d'exécution des ordonnances alimentaires.

Source : Statistique Canada, Enquête sur l'exécution des ordonnances alimentaires.

Tableau 2
Cas d'exécution des ordonnances alimentaires inscrits, avril 2000 à mars 2004¹

	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Févr.	Mars
Île-du-Prince-Édouard												
2000-2001	1 764	1 767	1 794	1 812	1 827	1 851	1 866	1 890	1 899	1 908	1 920	..
2001-2002	1 938	1 962	1 980	2 010	2 022	2 028	2 043	2 058	2 067	2 082	2 094	2 106
2002-2003	2 118	2 142	2 154	..	2 193	2 205	2 211	2 244	2 271	2 280	2 289	2 307
2003-2004	2 319	2 340	2 343	2 364	2 364	2 400	2 418	2 424	2 442	2 430	2 451	2 460
Nouveau-Brunswick												
2000-2001	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2001-2002	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2002-2003	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2003-2004	13 155	13 197	13 227	13 314	13 374	13 389	13 449	13 485	13 518	13 515	13 536	13 536
Québec												
2000-2001	..	79 929	81 147	82 146	83 094	83 910	84 633	85 272	85 761	86 535	87 363	88 164
2001-2002	88 713	89 481	89 691	89 877	90 576	90 864	91 500	91 974	92 412	93 345	93 810	94 134
2002-2003	94 755	94 959	95 316	95 730	96 027	96 102	96 597	96 912	97 317	97 863	98 382	98 664
2003-2004	99 075	99 552	99 696	100 029	100 299	100 587	100 677	100 878	101 238	101 682	102 000	102 339
Ontario												
2000-2001	170 364	169 938	170 034	170 313	170 205	169 845	170 025	170 202	170 277	170 511	170 988	171 567
2001-2002	171 843	172 455	173 247	174 042	174 471	174 768	174 807	174 801	169 998	171 045	171 684	172 128
2002-2003	172 140	173 094	173 907	174 360	175 308	175 851	175 923	174 075	173 142	173 223	173 358	173 124
2003-2004	172 935	173 346	173 532	173 502	174 159	174 744	175 794	176 175	176 700	177 492	177 690	176 730
Saskatchewan												
2000-2001	8 028	8 028	8 019	8 058	8 142	8 133	8 115	8 124	8 133	8 130	8 094	8 124
2001-2002	8 070	8 058	8 085	8 061	7 992	8 004	7 953	7 917	7 905	7 887	7 836	7 854
2002-2003	7 863	7 809	7 803	7 821	7 791	7 788	7 800	7 767	7 746	7 758	7 614	7 686
2003-2004	7 680	7 725	7 752	7 758	7 809	7 818	7 866	7 827	7 824	7 857	7 854	7 848
Alberta												
2000-2001	42 624	42 465	42 483	42 018	41 823	41 667	41 628	41 553	41 592	41 688	42 129	42 300
2001-2002	42 264	42 327	42 597	43 008	44 088	44 643	44 892	44 880	44 964	45 270	45 294	45 507
2002-2003	45 651	45 942	45 915	46 122	46 035	46 326	46 854	46 992	47 715	48 039	48 123	48 240
2003-2004	48 327	48 189	48 201	47 565	47 424	47 181	46 695	46 515	45 981	45 627	46 122	46 986
Colombie-Britannique												
2000-2001	37 878	37 911	38 022	38 226	38 313	38 475	38 514	38 631	38 826	39 054	39 087	39 165
2001-2002	39 204	39 201	39 426	39 552	39 657	39 747	39 717	39 903	40 017	40 086	40 041	40 065
2002-2003	40 011	40 011	40 044	40 119	40 197	40 170	40 092	40 080	39 978	39 984	39 912	39 948
2003-2004	39 957	39 912	39 924	39 888	39 741	39 684	39 708	39 771	39 792	39 792	39 789	39 774

Notes :

.. nombres indisponibles pour une période de référence précise.

1. Les cas OAER à transmettre à un autre secteur de compétence sont exclus.

Source : Statistique Canada, Enquête sur l'exécution des ordonnances alimentaires.

Tableau 3

Cas d'exécution des ordonnances alimentaires inscrits, selon la durée de l'inscription, par exercice financier¹

		Total		Durée de l'inscription en années						
				≤1	>1 à 3	>3 à 5	>5 à 7	>7 à 10	>10 à 15	>15
		N ^{bre}	%	% des cas						
Île-du-Prince-Édouard	1999-2000	1 749	100	14	26	21	17	14	7	1
	2000-2001	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	2001-2002	2 103	100	13	20	21	17	18	11	2
	2002-2003	2 310	100	12	20	17	19	18	13	2
	2003-2004	2 466	100	9	20	16	17	20	16	3
Québec ²	1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	2000-2001	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	2001-2002	106 551	100	16	39	32	13	...	...	...
	2002-2003	113 775	100	14	30	31	25	...	...	...
	2003-2004	120 003	100	12	25	29	24	10	...	...
Saskatchewan ³	1999-2000	8 016	100	12	19	34	17	13	5	...
	2000-2001	8 136	100	11	19	27	20	15	7	...
	2001-2002	7 860	100	10	18	16	27	19	9	1
	2002-2003	7 698	100	9	17	16	23	22	12	1
	2003-2004	7 833	100	10	16	15	13	30	14	2
Colombie-Britannique	1999-2000	37 812	100	17	27	20	11	17	8	...
	2000-2001	39 156	100	15	27	20	13	15	11	...
	2001-2002	40 065	100	14	24	20	15	13	14	...
	2002-2003	39 954	100	11	23	20	16	14	16	...
	2003-2004	39 783	100	11	20	19	16	16	17	1

Notes :

En raison de l'arrondissement, il se peut que la somme des pourcentages ne corresponde pas à 100.

.. nombres indisponibles pour une période de référence précise.

... n'ayant pas lieu de figurer.

1. Les cas OAER à transmettre à un autre secteur de compétence sont exclus. Ces données annuelles ne sont pas disponibles pour le Nouveau-Brunswick, l'Ontario et l'Alberta.

2. Au Québec, la durée de l'inscription des cas auprès d'un PEOA n'excède pas 8 ans étant donné que le système d'information du PEOA a été mis en place en novembre 1996, ce mois étant devenu la date d'inscription des cas inscrits précédemment. En 2001-2002, la période d'inscription n'excédait pas 6 ans; cela explique pourquoi le pourcentage de cas compris dans la catégorie des 5 à 7 ans a doublé en 2002-2003. Les cas inscrits comprennent les cas comportant un paiement direct.

3. En Saskatchewan, une hausse du nombre d'employés et de juges ainsi que la mise en œuvre des lignes directrices de 1997 sur les pensions alimentaires pour enfants peuvent avoir eu pour effet d'augmenter le nombre de cas traités pendant cette année-là. En 1999-2000, cela correspond aux cas d'une durée d'inscription de 3 à 5 ans auprès d'un PEOA et, en 2003-2004, aux cas d'une durée de 7 à 10 ans.

Source : Statistique Canada, Enquête sur l'exécution des ordonnances alimentaires.

Tableau 4

Cas d'exécution des ordonnances alimentaires inscrits, selon le fondement de l'ordonnance ou de l'entente et le type de bénéficiaire, au 31 mars 2004¹

Province et type de bénéficiaire	Fondement de l'ordonnance ou de l'entente									
	Total		Loi sur le divorce		Ordonnance provinciale		Entente provinciale		Inconnu	
	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%
Saskatchewan										
Enfants seulement	6 603	100	3 000	45	2 778	42	276	4	549	8
Conjoint seulement	225	100	171	76	24	11	6	3	24	11
Enfants et conjoint	378	100	291	77	57	15	12	3	18	5
Inconnu	579	100	312	54	162	28	12	2	93	16
Total	7 785	100	3 774	48	3 021	39	306	4	684	9
Colombie-Britannique										
Enfants seulement	37 026	100	9 006	24	25 662	69	2 313	6	45	0
Conjoint seulement	861	100	453	53	330	38	78	9	0	0
Enfants et conjoint	1 776	100	708	40	939	53	129	7	0	0
Autre	3		0	0	3	100	0	0	0	0
Inconnu	117	100	54	46	48	41	6	5	9	8
Total	39 783	100	10 221	26	26 982	68	2 526	6	54	0

Notes :

En raison de l'arrondissement, il se peut que la somme des pourcentages ne corresponde pas à 100.

1. Les cas DAER à transmettre à un autre secteur de compétence sont exclus. L'Île-du-Prince-Édouard a été exclue étant donné que cette province ne peut fournir des données selon le type de bénéficiaire ou le fondement des ordonnances et des ententes. Ces données annuelles ne sont pas disponibles pour le Nouveau-Brunswick, le Québec, l'Ontario et l'Alberta.

Source : Statistique Canada, Enquête sur l'exécution des ordonnances alimentaires.

Tableau 5

Cas d'exécution des ordonnances alimentaires inscrits, selon le sexe du payeur et du bénéficiaire, au 31 mars¹

Province	Année	Cas inscrits	Total	Sexe du payeur et du bénéficiaire		
				Payeur de sexe masculin et bénéficiaire de sexe féminin	Payeur de sexe féminin et bénéficiaire de sexe masculin	Inconnu ²
Île-du-Prince-Édouard	2000	1 749	100	96	0	4
	2001	..	..	..	..	..
	2002	2 106	100	95	0	5
	2003	2 307	100	95	0	5
	2004	2 466	100	95	0	5
Saskatchewan	2000	8 022	100	98	1	1
	2001	8 130	100	98	1	1
	2002	7 854	100	98	1	1
	2003	7 695	100	98	2	1
	2004	7 839	100	98	2	0
Colombie-Britannique	2000	37 818	100	97	2	1
	2001	39 162	100	97	2	1
	2002	40 065	100	97	2	1
	2003	39 942	100	97	2	1
	2004	39 780	100	97	3	1

Notes :

En raison de l'arrondissement, il se peut que la somme des pourcentages ne corresponde pas à 100.

.. nombres indisponibles pour une période de référence précise.

1. Les cas DAER à transmettre à un autre secteur de compétence sont exclus. Ces données annuelles ne sont pas disponibles pour le Nouveau-Brunswick, le Québec, l'Ontario et l'Alberta.

2. La catégorie « inconnu » comprend une faible proportion de cas « autres », où le payeur et le bénéficiaire sont de même sexe.

Source : Statistique Canada, Enquête sur l'exécution des ordonnances alimentaires.

Tableau 6

Cas d'exécution des ordonnances alimentaires inscrits, selon l'âge médian du payeur, du bénéficiaire et des enfants, au 31 mars¹

	Année	Payeur	Bénéficiaire	Enfants
			âge médian en années	
Île-du-Prince-Édouard	2000	39	36	12
	2001	..	..	..
	2002	40	38	14
	2003	41	39	14
	2004	41	39	14
Saskatchewan ²	2000	40	37	13
	2001	40	38	13
	2002	40	38	13
	2003	41	38	14
	2004	41	39	14
Colombie-Britannique	2000	40	38	12
	2001	41	38	12
	2002	41	38	12
	2003	41	39	13
	2004	42	39	13

Notes :

.. nombres indisponibles pour une période de référence précise.

1. Les cas OAER à transmettre à un autre secteur de compétence sont exclus. Ces données annuelles ne sont pas disponibles pour le Nouveau-Brunswick, le Québec, l'Ontario et l'Alberta.

2. L'âge médian des enfants en Saskatchewan comprend tous les enfants indiqués dans l'ordonnance, y compris un nombre indéterminé qui peuvent ne pas être couverts par l'ordonnance.

Source : Statistique Canada, Enquête sur l'exécution des ordonnances alimentaires.

Tableau 7

Cas d'exécution des ordonnances alimentaires inscrits selon l'état de cession, au 31 mars¹

	Année	Cas inscrits		Cas assignés ²	
		Nbre	Nbre	Nbre	%
Île-du-Prince-Édouard	2000	1 752	282	16	
	2001	..	..	..
	2002	2 106	324	15	
	2003	2 307	351	15	
	2004	2 460	336	14	
Nouveau-Brunswick	2000	..	..	..
	2001	..	..	..
	2002	..	..	..
	2003	..	..	..
	2004	13 536	3 225	24	
Québec	2000	..	..	..
	2001	88 164	25 305	29	
	2002	94 134	24 162	26	
	2003	98 664	23 175	23	
	2004	102 339	22 650	22	
Ontario	2000	170 994	24 210	14	
	2001	171 567	19 563	11	
	2002	172 128	18 519	11	
	2003	173 124	17 520	10	
	2004	176 730	17 625	10	
Saskatchewan	2000	8 022	594	7	
	2001	8 124	543	7	
	2002	7 854	480	6	
	2003	7 686	396	5	
	2004	7 848	378	5	
Alberta ³	2000	43 014	5 937	14	
	2001	42 300	5 826	14	
	2002	45 507	3 474	8	
	2003	48 240	3 783	8	
	2004	46 986	4 638	10	
Colombie-Britannique ⁴	2000	37 821	10 584	28	
	2001	39 165	10 638	27	
	2002	40 065	10 524	26	
	2003	39 948	7 782	19	
	2004	39 774	6 435	16	

Notes :

.. nombres indisponibles pour une période de référence précise.

1. Les cas OAER à transmettre à un autre secteur de compétence sont exclus.

2. La catégorie « état de cession » représente les bénéficiaires qui reçoivent des prestations d'aide sociale et qui ont cédé leur droit de recevoir une pension alimentaire au gouvernement.

3. En mars 2002, une étude de vérification entre le ministère des Ressources humaines et de l'Emploi et le PEOA de l'Alberta a montré qu'un grand nombre de cas que le PEOA avait considérés comme « en état de cession » ne l'étaient plus. Le rapprochement des données qui a suivi explique la diminution observée parmi les cas en état de cession entre 2001 et 2002.

4. La diminution du nombre de cas visés par une cession en Colombie-Britannique entre 2002 et 2003 est le résultat de changements de politiques au gouvernement, qui ont permis de modifier les critères d'attribution de services d'aide au revenu, ce qui a eu pour effet de réduire le nombre de parents bénéficiant de l'aide au revenu.

Source : Statistique Canada, Enquête sur l'exécution des ordonnances alimentaires.

Tableau 8

Cas d'exécution des ordonnances alimentaires selon le montant mensuel régulièrement dû, au 31 mars¹

	Année	Total		Montant mensuel régulièrement dû (\$)							
				0 ²	1 à 200	201 à 400	401 à 600	601 à 800	801 à 1,000	1,001 à 2,000	plus de 2,000
		N ^{bre}	%	% de cas							
Île-du-Prince-Édouard	2000	1 749	100	8	36	35	13	4	2	2	1
	2001	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	2002	2 103	100	13	35	34	11	4	2	1	0
	2003	2 295	100	11	35	36	12	3	1	1	1
	2004	2 469	100	14	33	35	11	4	1	2	0
Nouveau-Brunswick	2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	2001	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	2002	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	2003	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	2004	13 542	100	17	41	27	8	3	1	1	0
Québec	2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	2001	88 161	100	12	22	36	16	6	3	4	1
	2002	94 131	100	12	22	36	16	6	3	4	1
	2003	98 667	100	11	22	37	16	7	3	4	1
	2004	102 336	100	10	21	37	17	7	3	4	1
Ontario	2000	171 003	100	20	27	26	13	6	3	4	1
	2001	171 567	100	21	26	26	13	6	3	4	1
	2002	172 131	100	20	26	26	13	6	3	4	1
	2003	173 118	100	20	25	27	13	6	3	4	1
	2004	176 727	100	21	24	26	14	6	3	4	1
Saskatchewan	2000	8 022	100	12	36	31	12	5	2	2	0
	2001	8 121	100	12	35	31	13	5	2	2	0
	2002	7 857	100	12	35	32	13	5	2	2	0
	2003	7 701	100	12	34	31	14	5	2	2	0
	2004	7 836	100	13	32	32	14	6	2	2	0
Alberta	2000	42 996	100	22	30	26	12	5	3	2	0
	2001	42 312	100	20	30	27	12	5	3	3	0
	2002	45 504	100	25	27	26	12	5	3	3	0
	2003	48 252	100	25	24	26	13	5	3	3	1
	2004	46 977	100	30	22	24	12	5	3	3	1
Colombie-Britannique	2000	37 809	100	11	36	31	12	5	2	2	0
	2001	39 159	100	10	35	32	13	5	2	2	0
	2002	40 065	100	10	34	32	13	5	3	3	1
	2003	39 942	100	11	33	33	14	5	3	2	1
	2004	39 774	100	12	31	33	14	5	3	2	1

Notes :

En raison de l'arrondissement, il se peut que la somme des pourcentages ne corresponde pas à 100.

.. nombres indisponibles pour une période de référence précise.

1. Les cas OAER à transmettre à un autre secteur de compétence sont exclus. Le montant indiqué représente le montant régulièrement dû pour le cas entier et non pour chaque enfant. La date d'échéance du paiement peut être à n'importe quel moment au cours du mois.

2. Certains cas peuvent afficher un montant de 0 \$ pour plusieurs raisons, dont les suivantes : aucun montant n'est régulièrement dû, il n'y a que des arriérés ou les paiements sont effectués selon une périodicité différente, comme trimestriellement.

Source : Statistique Canada, Enquête sur l'exécution des ordonnances alimentaires.

Tableau 9

Cas d'exécution des ordonnances alimentaires inscrits et montant mensuel médian régulièrement dû, par type de bénéficiaire, au 31 mars 2004¹

	Saskatchewan		Colombie-Britannique	
	Cas inscrits	Montant mensuel médian régulièrement dû	Cas inscrits	Montant mensuel médian régulièrement dû
	N ^{bre}	\$	N ^{bre}	\$
Type de bénéficiaire :				
Un enfant	3 705	200	23 946	200
2 enfants	2 019	300	9 936	350
3 enfants ou plus	879	395	3 144	414
Conjoint seulement	225	300	861	500
Conjoint et un enfant	141	353	774	450
Conjoint et 2 enfants	150	600	696	700
Conjoint et 3 enfants ou plus	87	700	306	750
Autre			3	300
Inconnu	579	..	117	..
Total	7 785	238	39 783	250

Notes :

.. nombres indisponibles pour une période de référence précise.

1. Les cas OAER à transmettre à un autre secteur de compétence sont exclus. Ces données annuelles ne sont pas disponibles pour l'Île-du-Prince-Édouard, le Nouveau-Brunswick, le Québec, l'Ontario et l'Alberta.

Source : Statistique Canada, Enquête sur l'exécution des ordonnances alimentaires.

Tableau 10

Cas d'exécution des ordonnances alimentaires inscrits, selon le montant mensuel régulièrement dû et la proportion de cas en conformité, au 31 mars¹

	Année	Montant mensuel régulièrement dû (\$)							% de cas en conformité
		Total	1 à 200	201 à 400	401 à 600	601 à 800	801 à 1,000	1,001 à 2,000	
Île-du-Prince-Édouard ²	2000	52	44	52	47	59	38	45	50
	2001	..	..	..	..	..	..	..	..
	2002	53	39	50	48	56	75	60	67
	2003	49	34	47	51	57	64	36	67
	2004	55	43	50	55	58	50	36	50
Nouveau-Brunswick	2000	..	..	..	..	..	..	..	..
	2001	..	..	..	..	..	..	..	..
	2002	..	..	..	..	..	..	..	..
	2003	..	..	..	..	..	..	..	..
	2004	61	48	56	62	60	61	66	44
Québec ³	2000	..	..	..	..	..	..	..	..
	2001	75	63	71	79	81	84	83	79
	2002	78	66	73	81	84	86	84	82
	2003	79	68	75	81	85	86	85	83
	2004	79	68	74	82	85	87	86	84
Ontario ⁴	2000	60	42	52	58	60	59	58	49
	2001	63	44	54	59	61	61	59	51
	2002	60	41	51	56	58	59	56	45
	2003	61	41	52	57	60	60	58	46
	2004	63	42	54	60	62	65	61	51
Saskatchewan	2000	67	58	65	66	65	66	60	57
	2001	65	56	62	62	62	63	67	57
	2002	63	54	62	61	56	63	54	60
	2003	65	56	64	62	65	63	59	50
	2004	67	59	64	67	62	62	68	83
Alberta	2000	61	46	51	53	55	56	53	48
	2001	62	48	53	56	57	57	54	49
	2002	63	47	52	54	54	53	52	40
	2003	66	47	55	58	62	64	66	72
	2004	70	51	58	61	64	63	65	59
Colombie-Britannique ⁵	2000	62	53	61	62	62	56	57	48
	2001	61	53	58	59	59	58	55	47
	2002	61	53	59	59	58	57	52	51
	2003	60	51	57	59	58	56	53	53
	2004	63	53	60	62	60	58	55	55

Notes :

.. nombres indisponibles pour une période de référence précise.

- Les cas O.A.E.R. à transmettre à un autre secteur de compétence sont exclus. Les paiements réguliers représentent les montants courants indiqués dans l'ordonnance ou l'entente. Dans de tels cas, un payeur est en conformité s'il a versé le paiement régulier au cours du mois. Le chiffre sur la conformité pour l'ensemble des cas comprend les cas où aucun paiement mensuel n'est dû. Comme les cas ne comportant pas de paiement au cours d'un mois sont jugés 100 % conformes, la conformité de l'ensemble des cas peut être supérieure à ce qu'elle devrait être, si l'on s'appuie seulement sur les chiffres des différentes catégories de paiement illustrées dans ce tableau.
- L'Île-du-Prince-Édouard compte un petit nombre de cas. Par conséquent, une légère variation du nombre de cas conformes peut donner lieu à une variation considérable du pourcentage de cas conformes. Cela explique l'importante variation de la conformité entre 2002 et 2003 pour la catégorie de paiement de 1 001 \$ à 2 000 \$.
- Dans certains cas, si les responsables du programme n'ont aucun doute qu'ils pourront recouvrer la somme du payeur, la loi du Québec prévoit la possibilité de verser une avance afin d'assurer la régularité des paiements aux bénéficiaires. Les avances sont versées au nom du payeur à titre de paiements de soutien et doivent être remboursées par ce dernier.
- L'Ontario peut compter certains cas où le paiement a été effectué après la fin du mois et a été inclus comme versé au cours du mois.
- La Colombie-Britannique applique une politique qui permet à sa clientèle d'effectuer et de recevoir des paiements directs tout au long de la durée de l'inscription, et comme la plupart de ces paiements directs ne sont déclarés qu'après que la collecte de données de l'enquête soit terminée, un nombre important de payeurs sont déclarés comme s'ils n'avaient pas payé, bien qu'ils aient effectivement payé.

Source : Statistique Canada, Enquête sur l'exécution des ordonnances alimentaires.

Tableau 11

Cas d'exécution des ordonnances alimentaires en conformité pour ce qui est des paiements régulièrement dus, selon le type de bénéficiaire, au 31 mars 2004¹

	Type de bénéficiaire								
	Enfants seulement			Conjoint seulement			Enfants et conjoint		
	Cas inscrits	Cas en conformité	%	Cas inscrits	Cas en conformité	%	Cas inscrits	Cas en conformité	%
Île-du-Prince-Édouard	2 157	1 182	55	75	57	76	90	48	53
Nouveau-Brunswick	11 958	7 209	60	375	246	66	1 119	711	64
Ontario ²	115 515	59 727	52	46 902	42 837	91	14 310	8 583	60
Saskatchewan	6 651	4 314	65	225	180	80	375	264	70
Alberta	36 243	23 004	63	918	678	74	909	543	60
Colombie-Britannique ³	37 026	23 214	63	858	597	70	1 770	957	54

Notes :

1. Les cas OAER à transmettre à un autre secteur de compétence sont exclus. La conformité en l'occurrence indique que le montant régulièrement dû au cours d'un mois donné a été reçu avant la fin du mois. Les catégories de type de bénéficiaire « autre » et « inconnu » sont exclues. Les données par type de bénéficiaire ne sont pas disponibles au Québec.
2. L'Ontario peut compter certains cas où le paiement a été effectué après la fin du mois et a été inclus comme versé au cours du mois.
3. La Colombie-Britannique applique une politique qui permet à sa clientèle d'effectuer et de recevoir des paiements directs tout au long de la durée de l'inscription, et comme la plupart de ces paiements directs ne sont déclarés qu'après que la collecte de données de l'enquête soit terminée, un nombre important de payeurs sont déclarés comme s'ils n'avaient pas payé, bien qu'ils aient effectivement payé.

Source : Statistique Canada, Enquête sur l'exécution des ordonnances alimentaires.

Tableau 12

Cas d'exécution des ordonnances alimentaires administrés pour lesquels il existe un montant régulièrement dû, selon les montants dû et perçu, par exercice financier¹

		Cas administrés avec un montant régulièrement dû ²	Montant régulièrement dû	Montant régulièrement reçu	
		N ^{bre}	millions de dollars	millions de dollars	%
Île-du-Prince-Édouard	1999-2000	1 641	6,0	4,2	70
	2000-2001	..	..	..	..
	2001-2002	1 953	7,0	4,8	68
	2002-2003	2 121	7,7	5,1	66
	2003-2004	2 238	8,2	5,4	66
Québec ³	1999-2000	..	..	..	..
	2000-2001	..	..	..	..
	2001-2002	88 842	375,9	328,3	87
	2002-2003	94 143	406,2	360,3	89
	2003-2004	98 004	432,0	397,0	92
Saskatchewan	1999-2000	8 460	29,0	23,3	80
	2000-2001	8 571	30,5	23,8	78
	2001-2002	8 265	30,0	23,6	79
	2002-2003	8 022	29,5	23,2	79
	2003-2004	7 995	30,2	23,5	78
Colombie-Britannique ⁴	1999-2000	37 596	132,2	92,9	70
	2000-2001	39 561	143,5	101,8	71
	2001-2002	40 548	150,3	107,2	71
	2002-2003	40 584	154,0	109,3	71
	2003-2004	40 098	151,6	108,1	71

Notes :

.. nombres indisponibles pour une période de référence précise.

1. Les cas OAER à transmettre à un autre secteur de compétence sont exclus. Les cas administrés sont ceux qui sont inscrits pour au moins une partie de l'année, c'est-à-dire les cas inscrits et les cas classés. Les montants régulièrement dus représentent les montants mensuels régulièrement dus pour l'année entière. Ces données annuelles ne sont pas disponibles pour le Nouveau-Brunswick, l'Ontario et l'Alberta.
2. Sont exclus les cas qui comprennent seulement d'autres types de paiement dus (les arriérés prévus, les paiements dictés par les circonstances ainsi que les frais, les coûts et les pénalités).
3. Dans certains cas, si les responsables du programme n'ont aucun doute qu'ils pourront recouvrer la somme du payeur, la loi du Québec prévoit la possibilité de verser une avance afin d'assurer la régularité des paiements aux bénéficiaires. Les avances sont versées au nom du payeur à titre de paiements de soutien et doivent être remboursées par ce dernier.
4. La Colombie-Britannique applique une politique qui permet à sa clientèle d'effectuer et de recevoir des paiements directs tout au long de la durée de l'inscription, et comme la plupart de ces paiements directs ne sont déclarés qu'après que la collecte de données de l'enquête soit terminée, un nombre important de payeurs sont déclarés comme s'ils n'avaient pas payé, bien qu'ils aient effectivement payé.

Source : Statistique Canada, Enquête sur l'exécution des ordonnances alimentaires.

Tableau 13

Cas d'exécution des ordonnances alimentaires inscrits, selon la conformité aux paiements mensuels régulièrement dus, à la fin du mois¹

	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Févr.	Mars
	% des cas en conformité											
Île-du-Prince-Édouard												
2000-2001	53	57	54	56	51	52	53	53	50	51	53	..
2001-2002	51	54	54	52	51	53	53	54	50	52	48	53
2002-2003	55	53	54	..	51	52	50	53	49	50	52	49
2003-2004	55	52	52	52	50	52	51	52	51	53	51	55
Nouveau-Brunswick ²												
2000-2001	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2001-2002	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2002-2003	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2003-2004	48	59	55	59	54	..	58	55	56	59	54	61
Québec ³												
2000-2001	..	75	76	76	77	76	76	77	77	73	76	75
2001-2002	76	76	78	78	78	78	78	79	78	76	78	78
2002-2003	78	79	80	80	80	79	80	80	80	77	78	79
2003-2004	79	79	80	79	80	79	79	79	79	76	78	79
Ontario ^{2,4}												
2000-2001	57	61	62	60	60	59	62	62	58	61	61	63
2001-2002	62	63	63	62	62	61	63	61	59	60	59	60
2002-2003	59	63	61	60	60	59	60	60	59	61	59	61
2003-2004	60	62	62	61	59	62	62	59	60	61	..	63
Saskatchewan												
2000-2001	62	68	63	65	64	63	65	54	62	63	64	65
2001-2002	63	66	65	66	64	62	66	65	64	62	63	63
2002-2003	68	67	63	65	63	64	65	65	63	64	64	65
2003-2004	67	65	64	66	60	63	65	61	65	60	61	67
Alberta												
2000-2001	55	62	60	57	60	57	60	61	54	60	61	62
2001-2002	61	62	60	63	63	61	64	61	60	62	61	63
2002-2003	64	63	62	64	63	63	65	65	65	63	67	66
2003-2004	68	66	66	68	64	67	66	65	66	66	66	70
Colombie-Britannique ⁵												
2000-2001	62	65	64	63	63	64	64	63	63	62	62	61
2001-2002	61	61	64	61	63	61	56	60	60	61	59	61
2002-2003	61	60	60	61	59	59	60	60	60	59	59	60
2003-2004	61	61	60	60	59	61	62	59	61	58	58	63

Notes :

.. nombres indisponibles pour une période de référence précise.

1. Les cas OAER à transmettre à un autre secteur de compétence sont exclus. Les paiements réguliers représentent les montants courants indiqués dans l'ordonnance ou l'entente. La conformité en l'occurrence indique que le montant régulièrement dû au cours d'un mois donné a été reçu avant la fin du mois.
2. En raison d'un problème associé au système informatique de ces provinces, il n'y a pas de données financières pour le mois de septembre 2003 au Nouveau-Brunswick et pour le mois de février 2004 en Ontario.
3. Dans certains cas, si les responsables du programme n'ont aucun doute qu'ils pourront recouvrer la somme du payeur, la loi du Québec prévoit la possibilité de verser une avance afin d'assurer la régularité des paiements aux bénéficiaires. Les avances sont versées au nom du payeur à titre de paiements de soutien et doivent être remboursées par ce dernier.
4. L'Ontario peut compter certains cas où le paiement a été effectué après la fin du mois et a été inclus comme versé au cours du mois.
5. La Colombie-Britannique applique une politique qui permet à sa clientèle d'effectuer et de recevoir des paiements directs tout au long de la durée de l'inscription, et comme la plupart de ces paiements directs ne sont déclarés qu'après que la collecte de données de l'enquête soit terminée, un nombre important de payeurs sont déclarés comme s'ils n'avaient pas payé, bien qu'ils aient effectivement payé.

Source : Statistique Canada, Enquête sur l'exécution des ordonnances alimentaires.

Tableau 14

Cas d'exécution des ordonnances alimentaires inscrits selon l'historique et l'état des arriérés, au 31 mars 2004¹

		Île-du-Prince-Édouard ²		Québec ³		Saskatchewan		Colombie-Britannique	
		N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%
État au moment de l'inscription :		État au 31 mars 2004 :							
Aucun arriéré	Aucun arriéré courant	135	5	29 721	25	1 662	21	6 609	17
	Le montant des arriérés a augmenté	135	5	7 107	6	1 476	19	5 373	14
Arriérés	Le montant des arriérés a augmenté	948	38	19 512	16	2 055	26	14 880	37
	Le montant des arriérés a diminué	195	8	21 648	18	1 083	14	5 616	14
	Le montant des arriérés est demeuré constant	30	1	672	1	60	1	546	1
	Les arriérés ont été acquittés	261	11	37 623	31	1 506	19	6 756	17
Inconnu		762	31	3 717	3	0	0	0	0
Total		2 466	100	120 000	100	7 842	100	39 780	100

Notes :

En raison de l'arrondissement, il se peut que la somme des pourcentages ne corresponde pas à 100.

1. Les cas OAER à transmettre à un autre secteur de compétence sont exclus. Au moment de l'inscription à un programme d'exécution des ordonnances alimentaires, il se peut que l'état des arriérés soit inconnu jusqu'à ce qu'on puisse établir le solde exact. Certains payeurs peuvent donc être en défaut et se voir inscrits comme n'ayant aucun arriéré. Ces données annuelles ne sont pas disponibles pour le Nouveau-Brunswick, l'Ontario et l'Alberta.

2. En raison d'un changement à son système d'information, l'Île-du-Prince-Édouard comptait un nombre élevé de cas où l'état des arriérés était inconnu.

3. Le 1^{er} novembre 1996, le Ministère du Revenu a mis en place le système d'information du programme d'exécution des ordonnances alimentaires. À ce moment là, le Québec connaissait le montant des arriérés dus, mais ne pouvait pas établir l'état des arriérés au moment de l'inscription pour les cas inscrits avant cette date. Ces cas « inconnus » représentent environ 3 % des cas du Québec.

Source : Statistique Canada, Enquête sur l'exécution des ordonnances alimentaires.

Tableau 15

Cas d'exécution des ordonnances alimentaires comportant des arriérés, selon le montant dû, au 31 mars¹

	Année	Cas inscrits	Cas avec arriérés		Montant des arriérés dû
		N ^{bre}	N ^{bre}	%	millions de dollars
Île-du-Prince-Édouard	2000	1 749	1 239	71	7,0
	2001	..	..	..	..
	2002	2 103	1 479	70	9,2
	2003	2 295	1 635	71	10,8
	2004	2 469	1 755	71	12,5
Nouveau-Brunswick	2000	..	..	..	..
	2001	..	..	..	..
	2002	..	..	..	..
	2003	..	..	..	..
	2004	13 542	9 924	73	39,2
Québec	2000	..	..	..	..
	2001	88 161	46 272	52	300,9
	2002	94 131	45 963	49	294,0
	2003	98 667	46 695	47	278,5
	2004	102 336	48 723	48	283,7
Ontario	2000	171 003	126 111	74	1 062,6
	2001	171 567	123 744	72	1 047,6
	2002	172 131	129 693	75	1 129,9
	2003	173 118	131 931	76	1 182,2
	2004	176 727	132 654	75	1 192,0
Saskatchewan	2000	8 022	4 827	60	28,2
	2001	8 121	5 106	63	32,6
	2002	7 857	4 725	60	31,3
	2003	7 701	4 524	59	32,0
	2004	7 836	4 674	60	34,4
Alberta	2000	42 996	26 346	61	211,7
	2001	42 312	26 064	62	226,9
	2002	45 504	26 964	59	237,9
	2003	48 252	27 015	56	248,0
	2004	46 977	25 788	55	256,0
Colombie-Britannique ²	2000	37 809	24 159	64	225,4
	2001	39 159	25 680	66	241,7
	2002	40 065	26 187	65	252,5
	2003	39 942	26 433	66	261,0
	2004	39 774	26 421	66	269,9

Notes :

.. nombres indisponibles pour une période de référence précise.

1. Les cas OAER à transmettre à un autre secteur de compétence sont exclus. On conseille au lecteur de ne pas calculer un montant moyen d'arriérés par cas. Certains cas ont des arriérés qui s'élèvent à des dizaines ou des centaines de milliers de dollars alors que pour d'autres, le montant des arriérés est très faible. La moyenne subira donc l'effet de ces cas se situant aux deux extrémités de l'intervalle.
2. En Colombie-Britannique, on n'a pas inclus les sommes perçues aux fins du paiement d'intérêts. La Colombie-Britannique applique une politique qui permet à sa clientèle d'effectuer et de recevoir des paiements directs tout au long de la durée de l'inscription, et comme la plupart de ces paiements directs ne sont déclarés qu'après que la collecte de données de l'enquête soit terminée, un nombre important de payeurs sont déclarés comme s'ils n'avaient pas payé, bien qu'ils aient effectivement payé.

Source : Statistique Canada, Enquête sur l'exécution des ordonnances alimentaires.

Tableau 16

Cas d'exécution des ordonnances alimentaires comportant des arriérés selon le pourcentage reçu du paiement mensuel régulièrement dû, au 31 mars¹

Année	Total des cas avec arriérés		Pourcentage reçu du paiement mensuel régulièrement dû (%)						
	N ^{bre}	%	0	1 à 25	26 à 50	51 à 75	76 à 99	100+	
			% de cas avec arriérés						
Île-du-Prince-Édouard	2000	1 233	100	46	0	5	4	7	38
	2001	..	..	..	..	..	..	..	..
	2002	1 476	100	48	1	4	3	6	39
	2003	1 629	100	50	1	8	3	5	33
	2004	1 758	100	47	1	4	3	4	41
Nouveau-Brunswick	2000	..	..	..	..	..	..	..	..
	2001	..	..	..	..	..	..	..	..
	2002	..	..	..	..	..	..	..	..
	2003	..	..	..	..	..	..	..	..
	2004	9 927	100	43	0	2	2	3	49
Québec ²	2000	..	..	..	..	..	..	..	..
	2001	46 278	100	36	1	4	2	4	52
	2002	45 963	100	34	1	4	2	4	54
	2003	46 686	100	33	1	5	2	5	54
	2004	48 726	100	30	1	5	3	6	55
Ontario	2000	126 111	100	43	1	2	3	5	46
	2001	123 732	100	40	1	2	3	5	48
	2002	129 702	100	42	1	2	3	5	46
	2003	131 931	100	41	1	2	3	5	48
	2004	132 651	100	40	1	1	2	5	51
Saskatchewan	2000	4 821	100	41	1	2	2	2	52
	2001	5 106	..	..	..	..	..	..	..
	2002	4 725	100	46	1	3	3	2	44
	2003	4 521	100	46	1	2	2	3	45
	2004	4 668	100	44	1	2	2	2	49
Alberta	2000	26 346	100	54	1	2	2	2	39
	2001	26 073	100	51	1	2	2	2	42
	2002	26 964	100	51	1	2	2	2	41
	2003	27 015	100	48	1	3	3	2	43
	2004	25 788	100	45	1	3	2	2	47
Colombie-Britannique ³	2000	24 150	100	48	2	3	3	3	41
	2001	25 668	100	48	2	3	3	4	40
	2002	26 181	100	48	2	4	3	4	40
	2003	26 424	100	48	2	4	3	4	39
	2004	26 424	100	45	2	3	3	4	44

Notes :

En raison de l'arrondissement, il se peut que la somme des pourcentages ne corresponde pas à 100.

.. nombres indisponibles pour une période de référence précise.

1. Les cas O.A.E.R. à transmettre à un autre secteur de compétence sont exclus. Inclut les cas comportant des arriérés qui sont toujours inscrits.

2. Dans certains cas, si les responsables du programme n'ont aucun doute qu'ils pourront recouvrer la somme du payeur, la loi du Québec prévoit la possibilité de verser une avance afin d'assurer la régularité des paiements aux bénéficiaires. Les avances sont versées au nom du payeur à titre de paiements de soutien et doivent être remboursées par ce dernier.

3. La Colombie-Britannique applique une politique qui permet à sa clientèle d'effectuer et de recevoir des paiements directs tout au long de la durée de l'inscription, et comme la plupart de ces paiements directs ne sont déclarés qu'après que la collecte de données de l'enquête soit terminée, un nombre important de payeurs sont déclarés comme s'ils n'avaient pas payé, bien qu'ils aient effectivement payé.

Source : Statistique Canada, Enquête sur l'exécution des ordonnances alimentaires.

Tableau 17

Cas d'exécution des ordonnances alimentaires comportant des arriérés selon le temps écoulé depuis le dernier paiement, au 31 mars¹

	Année	Total des cas avec arriérés		Nouveaux cas avec paiements en souffrance	Temps écoulé depuis la réception du dernier paiement (mois)				Aucun paiement effectué		Inconnu
				≤ 30 jours depuis l'inscription	≤1	>1 à 3	>3 à 12	>12	Cas de 12 mois ou moins	Cas de plus de 12 mois	
		N ^{bre}	%		% de cas avec arriérés						
Île-du-Prince-Édouard	2000	1 239	100	1	49	11	12	14	4	10	0
	2001	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	2002	1 479	100	1	44	11	11	19	3	10	0
	2003	1 635	100	1	43	10	11	22	3	9	0
	2004	1 755	100	1	44	9	10	24	3	9	0
Nouveau-Brunswick	2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	2001	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	2002	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	2003	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	2004	9 924	100	0	46	14	11	17	1	11	0
Québec ²	2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	2001	46 272	100	2	45	13	16	8	5	11	0
	2002	45 963	100	1	47	17	14	9	2	9	0
	2003	46 695	100	1	56	11	14	10	2	6	0
	2004	48 723	100	1	52	17	12	11	2	5	0
Ontario	2000	126 111	100	1	31	8	11	35	3	10	0
	2001	123 744	100	1	29	8	10	40	3	9	0
	2002	129 693	100	0	30	10	10	37	4	9	0
	2003	131 931	100	1	33	9	10	35	4	10	0
	2004	132 654	100	0	36	8	10	33	4	10	0
Saskatchewan ³	2000	4 827	100	0	5	4	11	11	4	3	62
	2001	5 106	100	..	..	..	..	..	..	..	..
	2002	4 725	100	0	44	19	16	13	4	3	0
	2003	4 524	100	0	44	19	16	14	4	4	0
	2004	4 674	100	0	46	17	16	14	4	3	0
Alberta ⁴	2000	26 346	100	...	35	21	19	17	5	3	0
	2001	26 064	100	...	37	26	12	16	5	4	0
	2002	26 964	100	...	36	22	15	15	6	5	0
	2003	27 015	100	...	42	19	15	15	4	4	0
	2004	25 788	100	...	42	19	13	19	3	4	0
Colombie-Britannique ⁵	2000	24 159	100	1	33	22	18	14	5	6	0
	2001	25 680	100	1	35	23	17	15	5	5	0
	2002	26 187	100	1	36	23	16	14	5	5	0
	2003	26 433	100	1	37	22	16	15	4	5	0
	2004	26 421	100	1	39	20	16	16	4	4	0

Notes :

En raison de l'arrondissement, il se peut que la somme des pourcentages ne corresponde pas à 100.

.. nombres indisponibles pour une période de référence précise.

... n'ayant pas lieu de figurer.

1. Les cas OAER à transmettre à un autre secteur de compétence sont exclus. Inclut les cas comportant des arriérés qui sont toujours inscrits.

2. Dans certains cas, si les responsables du programme n'ont aucun doute qu'ils pourront recouvrer la somme du payeur, la loi du Québec prévoit la possibilité de verser une avance afin d'assurer la régularité des paiements aux bénéficiaires. Les avances sont versées au nom du payeur à titre de paiements de soutien et doivent être remboursées par ce dernier.

3. Dans les données de la Saskatchewan pour mars 2000, les cas où un paiement a été effectué le dernier jour du mois sont classés sous Inconnu, plutôt que sous la catégorie de temps écoulé de moins de 1 mois. Cette anomalie a été corrigée dans les données déclarées pour les années subséquentes.

4. Selon la politique en vigueur en Alberta, le payeur est autorisé à faire un premier paiement de pension alimentaire 35 jours après s'être inscrit. Ainsi, il n'y aura pas de cas déclarés en défaut de paiement avant l'échéance des 35 jours.

5. La Colombie-Britannique applique une politique qui permet à sa clientèle d'effectuer et de recevoir des paiements directs tout au long de la durée de l'inscription, et comme la plupart de ces paiements directs ne sont déclarés qu'après que la collecte de données de l'enquête soit terminée, un nombre important de payeurs sont déclarés comme s'ils n'avaient pas payé, bien qu'ils aient effectivement payé.

Source : Statistique Canada, Enquête sur l'exécution des ordonnances alimentaires.

Tableau 18

Nombre et type de mesures d'exécution pour les cas d'exécution des ordonnances alimentaires administrés, 2003-2004¹

	Île-du-Prince-Édouard		Saskatchewan		Colombie-Britannique	
	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%
Mesure d'exécution administrative :						
Demande de paiement	6	0	108	1	32 142	21
Demande d'information	18	0	3 477	35	1 758	1
Dépistage par le programme d'exécution des ordonnances alimentaires	0	0	1 794	18	52 065	35
Saisie-arrêt par le secteur de compétence	1 395	9	2 100	21	18 669	12
Entente de paiement volontaire	18	0	0	0	531	0
Déclaration par une agence d'évaluation du crédit	3	0	0	0	8 148	5
Inscription au bureau du registre de biens-fonds	3	0	576	6	1 983	1
Privilège sur les biens meubles	0	0	0	0	2 481	2
Intervention du bureau d'immatriculation des véhicules à moteur	12	0	447	4	3 324	2
Bref d'exécution	27	0	30	0	0	0
Appels téléphoniques visant le recouvrement	0	0	0	0	0	0
Interrogation du débiteur	0	0	0	0	0	0
Interception de sommes provinciales	0	0	0	0	0	0
Ordonnance visant la confiscation d'une garantie	0	0	0	0	0	0
Autres mesures d'exécution de nature administrative ²	11 709	78	0	0	17 913	12
Total partiel	13 191	88	8 532	86	139 014	93
Mesure administrative en vertu d'une loi fédérale :						
Dépistage fédéral (LAEOEF, partie I ³)	0	0	0	0	0	0
Interception de fonds fédéraux (LAEOEF, partie II ³)	1 848	12	1 434	14	7 851	5
Suspension d'une autorisation fédérale (LAEOEF, partie III ³)	0	0	0	0	2 964	2
Saisie-arrêt fédérale (LSDP ³)	33	0	3	0	39	0
Total partiel	1 881	12	1 437	14	10 854	7
Total des mesures administratives	15 072	100	9 969	100	149 868	100
Exécution par les tribunaux :						
Audience sur le défaut	291	52	105	100	714	22
Audience d'incarcération	18	3	0	0	216	7
Ordonnance d'exécution	0	0	0	0	18	1
Inscription à titre de privilège sur des biens meubles	21	4	0	0	6	0
Nomination de séquestre	0	0	0	0	3	0
Ordonnance de fournir de l'information	0	0	0	0	0	0
Autres mesures d'exécution imposées par les tribunaux ⁴	228	41	0	0	2 337	71
Total des mesures imposées par les tribunaux	558	100	105	100	3 294	100

Notes :

En raison de l'arrondissement, il se peut que la somme des pourcentages ne corresponde pas à 100.

1. Les cas OAER à transmettre à un autre secteur de compétence sont exclus. Les cas administrés incluent ceux qui sont inscrits pour au moins une partie de l'année, c'est-à-dire les cas inscrits et les cas classés. Plus d'une mesure peut être associée au même cas. Ces données annuelles ne sont pas disponibles pour le Nouveau-Brunswick, le Québec, l'Ontario et l'Alberta.
2. À l'Île-du-Prince-Édouard, les autres mesures d'exécution administratives sont très nombreuses parce que la catégorie comprend l'«avis d'audience de défaut de paiement». Cette mesure est fréquemment appliquée dans la province, ce qui signifie que les débiteurs défaillants reçoivent un avis d'audience de défaut de paiement et peuvent discuter de leur situation avec le directeur et le conseiller juridique du PEOA avant de comparaître devant un juge.
3. LAEOEF renvoie à la Loi d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales. LSDP renvoie à la Loi sur la saisie-arrêt et la distraction de pensions. Voir le glossaire pour de plus amples renseignements.
4. Les autres types d'activité judiciaire comprennent la délivrance d'un mandat d'arrêt, la nomination d'un syndic à la faillite, et la délivrance de mandat de saisie et de vente.

Source : Statistique Canada, Enquête sur l'exécution des ordonnances alimentaires.

Tableau 19

Cas d'exécution des ordonnances alimentaires classés, selon la raison du classement, par exercice financier¹

		Raison du classement						
		Total des cas classés		Retrait du bénéficiaire ou du payeur	Expiration de l'ordonnance	Retrait par le programme	Décès d'une des deux parties	Autre
		N ^{bre}	%						% des cas classés
Québec	1999-2000	..	..	..	..	..	..	..
	2000-2001	..	..	..	..	..	..	..
	2001-2002	5 757	100	23	68	2	3	3
	2002-2003	6 615	100	24	68	3	3	2
	2003-2004	7 023	100	14	78	3	3	1
Saskatchewan ²	1999-2000	1 221	100	17	17	10	3	53
	2000-2001	1 287	100	17	19	14	3	47
	2001-2002	1 341	100	15	16	11	3	56
	2002-2003	1 188	100	19	22	14	3	43
	2003-2004	1 164	100	17	21	12	4	47
Alberta	1999-2000	3 768	100	30	46	19	4	1
	2000-2001	4 242	100	26	53	17	3	2
	2001-2002	4 581	100	26	50	17	3	5
	2002-2003	6 309	100	47	35	13	2	3
	2003-2004	7 851	100	55	30	12	2	1
Colombie-Britannique	1999-2000	4 554	100	39	30	29	2	0
	2000-2001	5 541	100	34	30	34	2	0
	2001-2002	5 934	100	32	31	35	2	0
	2002-2003	6 303	100	34	30	34	2	0
	2003-2004	6 159	100	33	32	33	2	0

Notes :

En raison de l'arrondissement, il se peut que la somme des pourcentages ne corresponde pas à 100.

.. nombres indisponibles pour une période de référence précise.

1. Les cas classés incluent ceux qui sont inscrits pour au moins une partie de l'année. Ces données annuelles ne sont pas disponibles pour le Nouveau-Brunswick et l'Ontario. L'Île-du-Prince-Édouard est incapable de fournir des données sur les motifs du classement des cas. Toutefois, en 2003-2004, au total 15 cas classés ont été déclarés.

2. En Saskatchewan, la catégorie « autre » comprend les motifs du retrait, tels que « transfert à un autre secteur de compétence », « substitution de l'ordonnance », « ordonnance provisoire non confirmée » et « ordonnance contestée par le payeur avec succès ».

Source : Statistique Canada, Enquête sur l'exécution des ordonnances alimentaires.

5.0 Annexe A : Glossaire

Activité d'exécution

Un PEOA peut utiliser diverses méthodes pour obtenir l'exécution d'un paiement en souffrance. Les activités prises à l'égard d'un cas peuvent être classées en trois grandes catégories en fonction de l'entité responsable de la procédure :

- Les activités administratives sont les mécanismes utilisés par le PEOA lui-même et incluent, par exemple, les demandes de renseignements, les saisies-arrests provinciales ou territoriales et la déclaration à une agence d'évaluation du crédit.
- Les mesures d'exécution quasi-judiciaires sont entreprises par un notaire, un greffier ou un administrateur de la cour et peuvent comprendre la tenue d'une audience sur le défaut.
- L'exécution par les tribunaux exige du temps de la cour et d'un juge et est généralement utilisée en dernier ressort. Ces activités tendent à constituer des mesures d'exécution plus graves, donnant lieu à des audiences sur le défaut, à la délivrance de mandats et d'ordonnances par défaut et peuvent aboutir à des amendes ou à l'emprisonnement.

Appels téléphoniques visant le recouvrement

Il s'agit d'une activité d'exécution consistant à téléphoner aux débiteurs pour exiger le paiement.

Arriérés

Les arriérés renvoient aux montants dus en raison du non-paiement de versements antérieurs. À la suite d'une ordonnance du tribunal ou d'une entente de paiement volontaire, des arriérés peuvent faire l'objet d'un calendrier de paiement. Aussi longtemps que le calendrier de paiement est respecté, d'autres mesures d'exécution ne risquent pas d'être prises à l'encontre du payeur. Les arriérés non payables périodiquement sont ceux qui sont dus à partir d'une date antérieure et pour lesquels aucun calendrier de paiement n'a été établi. Le plein montant est dû et exécutoire.

Par contre, il est possible pour un cas de présenter des arriérés tout en étant en conformité avec les paiements totaux prévus. C'est ce qui se produit lorsque le payeur effectue tous les paiements réguliers dus et acquitte les arriérés payables périodiquement.

Audience sur l'incarcération

Il s'agit d'une audience tenue lorsqu'un débiteur n'a pas respecté une ordonnance et que la peine pour défaut est l'emprisonnement.

Audience sur le défaut

Il s'agit d'une audience devant un conseiller-maître ou un administrateur judiciaire ou juge pour décider des mesures à prendre dans le cas du défaut de verser des pensions alimentaires.

Bénéficiaire

Le bénéficiaire est la personne qui, en vertu de l'ordonnance ou l'entente, perçoit la pension alimentaire. Il s'agit habituellement du parent qui a la garde juridique ou la responsabilité principale de l'enfant, mais il peut s'agir d'un des grands-parents ou d'une autre personne responsable des enfants. L'argent que le bénéficiaire reçoit peut être destiné au bénéficiaire, aux enfants à charge ou aux deux.

Bref d'exécution

Il s'agit des mesures prises par le programme d'exécution des ordonnances alimentaires pour obtenir un paiement, par exemple la saisie et la vente de biens du payeur.

Bref de saisie et vente

Un document légal qui autorise un shérif, dans le secteur de compétence où le bref a été enregistré, de saisir soit des biens personnels (véhicule à moteur, par exemple) soit des biens immobiliers (une terre) d'un payeur en défaut, et de vendre ces biens pour acquitter la dette liée aux paiements de soutien. Un bref de saisie et vente peut aussi nuire aux efforts du payeur visant à financer ou à vendre les biens mis en gage.

Cas ayant fait l'objet d'une activité d'exécution (cas administrés)

Comprend tous les cas qui étaient inscrits auprès du PEOA à un moment quelconque pendant une certaine période, par exemple un an. Il s'agit d'une mesure de tous les cas que le PEOA était chargé de surveiller et d'appliquer. Comprend donc les cas inscrits et classés, et non les cas à transmettre à un autre secteur de compétence.

Cas inscrits

Comprend tous les cas qui sont inscrits auprès du PEOA à un moment donné. Comprend les cas que le PEOA est chargé de surveiller (cas à transmettre à un autre secteur de compétence) et cas que le PEOA est chargé de surveiller et d'appliquer (cas non OAER et cas OAER à traiter par la province ou le territoire).

Conformité ou défaut

Aux fins de l'enquête, la conformité s'entend de la réception dans les délais du montant dû au cours d'un mois. Les cas où il n'y a aucun montant dû au cours d'un mois sont considérés comme en conformité. Les paiements excédentaires ou anticipés ne sont pas considérés distinctement. Les cas qui ne sont pas en conformité sont en défaut.

Les cas en conformité peuvent avoir des arriérés, payables périodiquement ou non payables périodiquement. La détermination de la conformité s'effectue uniquement par rapport au montant régulièrement dû au cours d'un mois.

Déclaration à une agence d'évaluation du crédit

La déclaration à une agence d'évaluation de crédit se produit lorsqu'un PEOA avise l'agence d'évaluation du crédit que des payeurs ont des arriérés dans leurs paiements. Cette démarche permet d'informer d'autres bailleurs de fonds éventuels de la dette contractée afin qu'ils puissent en tenir compte avant de permettre au payeur de prendre une nouvelle obligation qui pourrait être compromise par l'obligation alimentaire.

Demande de paiement

Comprend toutes les demandes de paiement (habituellement des lettres) envoyées par le programme d'exécution des ordonnances alimentaires. La lettre peut être adressée au débiteur ou à une autre partie, comme un employeur qui n'a pas envoyé le montant qu'il devait saisir en vertu d'une ordonnance de saisie-arrêt.

Demande de renseignements

Comprend toutes les demandes de renseignements (habituellement des lettres) envoyées par le programme d'exécution des ordonnances alimentaires. Ces lettres peuvent être adressées au bénéficiaire, au débiteur ou à une autre partie, comme un employeur.

Dépistage au niveau fédéral

Il s'agit de demandes de dépistage en vertu de la *Loi d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales* (partie I).

Dépistage par le programme d'exécution des ordonnances alimentaires

S'entend de tous les efforts faits pour trouver le débiteur au moyen des fichiers des secteurs de compétence.

Enquête administrative

Dans le cadre d'une enquête administrative, on utilise des données recueillies par un autre organisme ou groupe pour ses propres fins. Bien que les données recueillies aient été conçues pour faciliter la prise de décisions ou le suivi par l'organisme original, elles peuvent être extraites à des fins de recherche donnant ainsi accès à cette information sans devoir recourir à une enquête distincte.

Enquête agrégée

Il s'agit d'une enquête dans le cadre de laquelle on ne recueille pas de renseignements sur des cas particuliers, mais où des données sont résumées, amassées et déclarées pour des catégories prédéfinies. Plus précisément, des interfaces informatiques établissent une correspondance entre les concepts de l'enquête et l'information se trouvant dans des systèmes locaux, après quoi les données sont électroniquement extraites du système sous forme agrégée.

Entente de paiement volontaire

Il s'agit d'un arrangement proposé par le programme d'exécution des ordonnances alimentaires auquel souscrit le débiteur et selon lequel un calendrier de paiement volontaire est établi. Comprend la cession de salaire volontaire.

État de cession

Désigne les cas où le bénéficiaire est prestataire d'aide sociale et qu'il a vu son cas être formellement attribué à la Couronne, ou il peut signifier que des arriérés existent et que les montants dus récupérés servent à recouvrer les paiements d'aide sociale versés auparavant. L'argent perçu au nom du bénéficiaire de l'aide sociale est remboursé directement au gouvernement provincial ou territorial, ou est déclaré et ensuite déduit du prochain chèque de prestations d'aide sociale.

État OAER

Auparavant appelé « état EROA », l'état OAER (ordonnance alimentaire d'exécution réciproque) indique si les cas recourent plusieurs secteurs de compétence, normalement parce que le payeur et le bénéficiaire résident dans des provinces, territoires ou pays différents. Les cas sont classés selon trois catégories :

- **Cas non OAER**

Il s'agit typiquement des cas où les deux parties résident dans le secteur de compétence où le cas a été inscrit. De plus, lorsque les parties mènent des activités professionnelles ou bancaires ou possèdent des biens dans un secteur de compétence, elles peuvent être inscrites auprès de ce secteur de compétence sans toutefois y résider.

- **Cas OAER à traiter par la province**

Il s'agit des cas pour lesquels un secteur de compétence a demandé à un autre secteur de compétence d'exécuter une ordonnance alimentaire parce que le payeur réside dans ce secteur de compétence ou y possède des biens.

- **Cas OAER à transmettre à un autre secteur de compétence**

Il s'agit des cas qui ont été transmis à un autre secteur de compétence et qui y sont inscrits aux fins d'exécution parce que le payeur y réside ou y possède des biens.

Pour les cas qui recoupent plusieurs secteurs de compétence, les provinces et territoires ont adopté une nouvelle loi, la *Loi OAER*. L'objet de la Loi, au même titre que l'ancienne Loi EROA, est de permettre à l'une ou l'autre des parties d'obtenir une ordonnance alimentaire, de faire reconnaître ou modifier une ordonnance existante, ou de faire exécuter une ordonnance.

Fondement de l'ordonnance

Les ordonnances alimentaires exécutées par les PEOA sont le produit d'une ordonnance du tribunal ou d'une entente entre le bénéficiaire et le payeur. Les ordonnances alimentaires peuvent découler du consentement entre les parties ou d'une audience contestée devant le tribunal, et peuvent être accordées en vertu de la législation fédérale sur le divorce ou de la législation provinciale ou territoriale en question sur les pensions alimentaires.

Inscription à titre de privilège sur des biens meubles

Il s'agit de l'enregistrement d'une ordonnance alimentaire contre les biens du débiteur.

Inscription au bureau du registre de biens-fonds

Il s'agit de mesures qui auront pour effet d'intercepter toute transaction liée à la propriété. Une ordonnance de soutien peut être inscrite contre les biens immobiliers du payeur au bureau du registre de biens-fonds. Au moment de l'inscription, les obligations de soutien continu et les paiements en souffrance deviennent une charge sur la propriété. La charge peut être exécutée en vendant les biens immobiliers.

Interception de sommes fédérales

En vertu de la *Loi d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales* (partie II), le programme d'exécution des ordonnances alimentaires peut intercepter des sommes fédérales, telles que les remboursements d'impôt sur le revenu, les prestations d'assurance-emploi, les prestations de la Sécurité de la vieillesse, les prestations du Régime de pensions du Canada, l'intérêt sur les obligations d'épargne du Canada à intérêt régulier, ainsi que les paiements de certains programmes agricoles.

Interception de sommes provinciales

Il s'agit de mesures prises pour récupérer des sommes provinciales dues au débiteur.

Interrogation du débiteur

Il s'agit des mesures prises par le programme d'exécution des ordonnances alimentaires pour interroger un débiteur sur ses biens et ses dettes. Dans certains secteurs de compétence, cette mesure peut être prise par le personnel administratif, ou par des administrateurs de tribunal.

Intervention du bureau d'immatriculation des véhicules à moteur

Une intervention du bureau d'immatriculation des véhicules à moteur peut être demandée afin d'empêcher le renouvellement des permis de conduire (et dans certains secteurs de compétence, des services connexes aux véhicules à moteur) ou la suspension des privilèges de conduire en vue de satisfaire à une obligation alimentaire.

Loi d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales (LAEOEF)

En vertu des trois parties de la *Loi fédérale d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales* (LAEOEF), les PEOA peuvent accéder à différents services fournis par les Services d'aide au droit familial (SADF) du ministère de la Justice du Canada. La partie I permet d'accepter les requêtes visant à effectuer des recherches dans les banques de données du fédéral dans le but de localiser un payeur. La partie II permet l'interception de sommes fédérales qui sont dues à un payeur, ce qui se traduit le plus souvent par l'interception des remboursements d'impôt. La partie III permet à un PEOA de faire une demande auprès du ministère fédéral concerné par l'intermédiaire des SADF pour que les permis dont l'octroi est régi par des lois fédérales soient révoqués ou refusés. Ces mesures entraînent le plus souvent le refus ou la révocation d'un passeport ou d'un permis de transport.

Loi sur la saisie-arrêt et la distraction de pensions (LSDP)

En vertu de la *Loi sur la saisie-arrêt et la distraction de pensions* (LSDP), les salaires et les prestations de retraite des employés fédéraux sont assujettis à la saisie-arrêt.

Motif du classement

Les cas PEOA sont classés ou cessent d'être inscrits pour diverses raisons. Par exemple, les ordonnances expirent lorsque les enfants vieillissent, lorsque le payeur ou le bénéficiaire décède, ou lorsque le bénéficiaire ou le payeur choisit de se retirer du programme. Dans certains cas, le programme peut clore le cas conformément à sa politique. Par exemple, un PEOA peut classer un cas s'il ne réussit pas à retrouver le bénéficiaire ou si le bénéficiaire accepte des paiements directs contrairement à la politique du programme.

Nomination de séquestre

Il s'agit d'une mesure prise par un conseiller-maître ou un administrateur de tribunal, qui nomme un séquestre chargé d'examiner la situation financière du débiteur.

Ordonnance d'exécution

Il s'agit d'une ordonnance de liquidation des biens, rendue par un juge.

Ordonnance visant la confiscation d'une garantie

Il s'agit d'une mesure prise par un conseiller-maître ou un administrateur de tribunal, qui donne l'autorisation de saisir une garantie.

Ordonnance visant la fourniture de renseignements

Il s'agit d'une ordonnance d'un tribunal visant la fourniture de renseignements, y compris des renseignements sur les affaires financières du payeur.

Paiements dictés par les circonstances

Renvoie à des montants dus parce qu'une certaine situation s'est présentée si elle est prévue aux termes de l'ordonnance ou de l'entente. Par exemple, il pourrait s'agir d'un paiement pour des frais de scolarité, des appareils orthodontiques, des leçons, etc.

Paiements directs

Les paiements directs sont définis comme des paiements faits par le payeur au bénéficiaire, conformément à l'ordonnance ou à la convention, sans aucune intervention du programme d'exécution des ordonnances alimentaires, sauf si des rajustements sont nécessaires en cas d'arriérés ou si les paiements directs sont interrompus.

Paiements réguliers

Renvoie aux montants qui ont fait l'objet d'une ordonnance ou d'une entente et qui sont exprimés sous forme de paiement mensuel qui est dû et comprend le montant régulier actuellement dû au cours d'un mois. Les arriérés payables périodiquement ne sont pas inclus.

Payeur

Le payeur est la personne nommée dans l'ordonnance ou l'entente qui verse la pension alimentaire.

Privilège sur les biens meubles

Des paiements de soutien en souffrance peuvent être inscrits à titre de privilège ou de charge sur des biens meubles (véhicule à moteur) dont le payeur de pension alimentaire est propriétaire ou qu'il a en sa possession dans le secteur de compétence. Le fait d'inscrire ces biens meubles peut nuire à tout essai par le payeur de vendre ou financer les biens meubles mis en gage.

Saisie-arrêt

Renvoie au réacheminement juridique d'un montant dû par une personne ou une société à un payeur de pension alimentaire. La saisie-arrêt est désignée sous l'appellation de saisie des salaires dans certains secteurs de compétence. La plupart des PEOA sont en mesure de délivrer leurs propres ordonnances de saisie-arrêt, sans recours devant les tribunaux.

Saisie-arrêt par l'administration fédérale

Il s'agit des saisies-arrêts faites en vertu des Règlements royaux et de la *Loi sur la saisie-arrêt et la distraction de pensions* (LSDP).

Saisie-arrêt par le secteur de compétence

Il s'agit de la procédure officielle en vertu de laquelle un montant est déduit régulièrement du salaire ou du traitement du débiteur, ou de toute autre source de revenu.

Secteur de compétence

Décrit la province ou le territoire.

Suspension d'une autorisation fédérale

Il s'agit de la *Loi d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales* (partie III) pour refuser à un débiteur un passeport, un permis d'aéronef ou un permis de navigation.

Total des paiements

Renvoie à tous les montants de pension alimentaire, exprimés sous forme de paiement mensuel. Ce montant inclut le montant régulièrement prévu pour un mois donné ainsi que des arriérés prévus, des paiements dictés par les circonstances, et des frais, des coûts et des pénalités.

6.0 Bibliographie

FINNIE, R. 1993, « Women, men, and the economic consequences of divorce: Evidence from Canadian longitudinal data », *Revue canadienne de sociologie et d'anthropologie*, vol. 30, n° 2, p. 205 à 241.

GALARNEAU, D. et J. STURROCK. 1997, « Revenu familial après séparation », *L'emploi et le revenu en perspective*, produit n° 75-001-XPF au catalogue de Statistique Canada, vol. 9, n° 23, p.18 à 26.

JUBY, H., C. LE BOURDAIS et N. MARCIL-GRATTON. 2003, *Incidence des changements familiaux, de la situation d'emploi et du revenu des parents sur le bien-être économique des enfants : perspective longitudinale*, Ottawa, Ministère de la Justice Canada. Rapport de recherche.

MARCIL-GRATTON, N., C. LE BOURDAIS et E. LAPIERRE-ADAMCYK. 2000, « The implication of parents' conjugal histories for children », *The Canadian Journal of Policy Research*, vol. 1, n° 2, p. 32 à 40.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE CANADA. 2000, « Canadian Facts », *Survey of Parents' Views of the Federal Child Support Guidelines*, tableau 104, Ottawa. Document non publié.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE CANADA. 2001, *Characteristics of individuals who reported paying or receiving support based on 1995 taxation data for Canada and the provinces and territories*. Rapport provisoire.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE CANADA. 2001, *Profiles of Payers and Recipients of Alimony (Child and Spousal Support) 1995*, n° BP29E, Ottawa. Document de travail.

PETERSON, R.R. 1996, « A re-evaluation of the economic consequences of divorce », *American Sociological Review*, vol. 61, p. 528 à 536.

Roy, F. « Étude : Aide sociale par province, 1993-2003 », *L'observateur économique canadien*, novembre 2004, produit n° 11-010-XPB au catalogue de Statistique Canada, Ottawa.

STATISTIQUE CANADA. 2002, *Les programmes d'exécution des ordonnances alimentaires au Canada : description des opérations 1999-2000*, produit n° 85-552-XIF au catalogue de Statistique Canada, Ottawa.

STATISTIQUE CANADA. 2002, *Pensions alimentaires pour les enfants et le conjoint : premiers résultats de l'Enquête sur l'exécution des ordonnances alimentaires*, produit n° 85-228-XIF au catalogue de Statistique Canada, Ottawa.

STATISTIQUE CANADA. 2003, *Pensions alimentaires pour les enfants et le conjoint : les statistiques de l'Enquête sur l'exécution des ordonnances alimentaires, 2001-2002*, produit n° 85-228-XIF au catalogue de Statistique Canada, Ottawa.